



JAB
1225 Chêne-Bourg
Postcode 1

Trimestriel - No 17
Décembre - Dezember
Dicembre 2007

Tirage/Auflage/Tiratura:
130'000

ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
Case postale 148
1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch

Mitgliederbeitrag / Cotisation Membre
Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6

Meilleurs Vœux 2008 à nos Membres et Sympathisants !

Une fois de plus, votre aide a été précieuse tout au long de cette année. Elle nous a permis de poursuivre notre combat en vue d'une abolition totale de la vivisection et de lancer d'autres actions, principalement en Suisse, en faveur de la protection des animaux. Nous vous remercions chaleureusement pour votre fidélité et vous souhaitons à toutes et tous, d'excellentes fêtes de fin d'années.

Le Comité

Tanti calorosi auguri per il 2008 ai nostri Soci e simpatizzanti !

Ancora una volta il vostro aiuto ci è stato prezioso durante tutto l'anno che sta per finire. Ci ha consentito di portare avanti la nostra lotta per l'abolizione totale della vivisezione, e di lanciare altre azioni, principalmente in Svizzera, in favore della protezione degli animali. Vi ringraziamo calorosamente per la vostra fedeltà e vi auguriamo felici Feste di fine Anno.

Il Comitato

Alles Gute zum 2008

Auch dieses Jahr durften wir auf Ihre wertvolle Unterstützung zählen. Mit Ihrer Hilfe konnten wir uns weiterhin für die völlige Abschaffung der Vivisektion einsetzen und hauptsächlich in der Schweiz weitere Aktionen zum Schutze der Tiere lancieren.

Wir danken Ihnen ganz herzlich für Ihre Treue und wünschen Ihnen frohe Festtage

Ihr Vorstand

La suprastonza engrazia a ses numerus comembres e simpatisans

Per il sustegn e la sideivladad muosada duront gl'entir onn. Nus Giavischein ad els bialas siastas ed in bien niev onn plein speronza per ch'e se fuormi el medem temps e dapertut ina nova cunszienza collectiva che vegn a liberar il mund dils animals ord la sclaveria.

Il Comitato



Edito

Chers Membres, lectrices et lecteurs,

Une année de plus se termine, et avec elle, revient l'éternelle question : Qu'est-ce qui a changé pour la protection des animaux ? Y a-t-il eu moins d'atrocité à l'encontre de ceux-ci ? Nos actions n'ont-elles pas été vaines et ont-elles vraiment servi à quelque chose ?

D'une manière générale, la réponse est oui, sans hésitation. Même si nous n'avons pas l'impression que la situation évolue positivement, il est sûr que sans des associations de protection des animaux capables de maintenir la pression auprès de nos autorités et élus politiques, la situation serait bien pire. La peur du scandale et des remous par nos autorités, font que les personnes responsables de mauvais traitement envers les animaux, sont de plus en plus souvent punies ou sanctionnées ; alors qu'il y a quelques années encore, elles pouvaient agir sans grande inquiétude.

En ce qui concerne notre lutte contre l'expérimentation animale, si parfois nous pouvons nous décourager face à l'ampleur de la tâche, le bilan de cette année 2007 se révèle plutôt positif et nous encourage à poursuivre nos actions.

On peut citer la direction positive de l'Union européenne en faveur du développement des méthodes alternatives, qui est une grande satisfaction. A notre avis, c'est principalement grâce à ces nouvelles méthodes que nous arriverons un jour à supprimer la vivisection. L'animal est un mauvais modèle de recherche pour la médecine humaine. Aujourd'hui, il n'y a plus guère que quelques vieux scientifiques dans une voie de garage pour le nier. Mais à la différence de la décennie passée, peu de scientifiques aujourd'hui excluent la possibilité de trouver un jour une alternative définitive à l'utilisation d'animaux vivants. Les récentes mises au point de cultures de cellules ou tissus humains laissent entrevoir la possibilité de permettre un jour le développement d'organes plus complexes. Cette situation explique que les milieux scientifiques ne disent plus : « c'est impossible », mais : « ce sera difficile ». Constater ce changement de mentalité - auprès des scientifiques conditionnés durant leurs études et convaincus que la dissection des animaux leur permettra de sauver l'humanité - est déjà un grand progrès ! On citera également, les normes plus restrictives pour pratiquer des expérimentations animales ou détenir les animaux qui entreront prochainement en vigueur dans l'UE, Suisse comprise. Si l'abolition de l'expérimentation animale est notre principal objectif, toute mesure visant à améliorer immédiatement le sort des animaux dans les laboratoires est bonne à prendre.

Ainsi, à la fin de cette année 2007, nous pouvons dire que le combat n'est de loin pas encore gagné. Mais il se poursuit dans la bonne direction.

Nous tenons une fois encore à vous remercier pour votre indéfectible soutien moral et financier, sans lequel nous ne pourrions pas poursuivre notre travail.

Le Comité

► Expérimentation animale en Suisse

Pas d'argent public pour les expériences sur les animaux à l'étranger

Des scientifiques des universités genevoise et vaudoise pensaient pouvoir faire leurs petites expériences en toute tranquillité, juste de l'autre côté de la frontière dans les laboratoires du Biopark d'Archamps, en France : c'est raté.

Dénoncés par la Ligue, ces scientifiques resteront finalement au bercail. Pour l'instant.

Le projet de collaboration entre les scientifiques suisses et français avait pourtant été mené en toute discréption. Même la presse romande se gardait bien de parler d'expérimentations animales, préférant des allusions plus poétiques comme « laboratoire du vivant ». La presse française, elle, annonçait sans complexe la construction de ce nouveau laboratoire dévolu à l'expérimentation animale.

C'est donc alerté par nos amis du refuge de l'espoir à Arthaz, en France voisine, que nous avons découvert le véritable objectif de ce projet. Après quelques recherches, il est apparu clairement que la participation de nos universités à ces expériences se ferait au mépris des pratiques autorisées. C'est dans ce sens que nous avons écrit au Conseil d'Etat genevois à deux reprises, les 28 mars et 14 mai 2007 :

« Concerne : Expérimentations animales / Collaboration de scientifiques genevois avec le futur Institut BioPARK

Monsieur le Président,
Messieurs les Conseillers d'Etat,

La Tribune de Genève du 24 novembre passé a souligné la présence du Président du Conseil d'Etat lors de la pose de la première pierre du « BioPARK », installé à Archamps en France voisine.

L'article mentionnait divers projets de recherches impliquant 15 chercheurs genevois et quelques lausannois, qui seront amenés à travailler prochainement dans un « laboratoire du vivant » consacré en partie à l'étude des maladies neurodégénératives.

Un article paru dans un journal savoyard quelques jours plus tard et consacré au même sujet, précisait, quant à lui, l'utilisation par les chercheurs d'animaux vivants, notamment des primates (lémuriens) et des rongeurs.

Nous recevons depuis la publication des articles mentionnés un certain nombre d'appels, tant de France que de Suisse, de particuliers ou d'associations, scandalisés que des expériences sur des primates et autres animaux puissent se développer dans un nouveau centre.

Bien que peu surpris, nous sommes nous mêmes assez déçus de constater qu'une fois de plus, des projets utilisant des animaux vivants sont encouragés alors que des projets visant à développer de nouveaux modèles alternatifs ne bénéficient toujours d'aucun soutien dans votre Canton.

Néanmoins, une implication de plusieurs groupes de recherches genevois semblant établie, nous souhaiterions obtenir, dans les limites convenues de la LIPAD¹, les informations suivantes:

1. Des scientifiques de l'Université ou de l'Hôpital cantonal universitaire vont-ils réellement participer à des expérimentations animales au Centre d'Archamps ?

En cas de réponse positive, de quels groupes de recherches s'agit-il ?

2. Quelles espèces animales seront utilisées pour ces expériences ?

3. Quelles expériences seront pratiquées sur les animaux et seraient-elles autorisées en Suisse ?

4. Quels effets sont attendus sur la santé des animaux et, si ces expériences se déroulaient dans notre pays, en quelles gradations (selon directives OVF) seraient-elles classées ?

5.Ces projets de recherches sont-ils financés avec l'appui du Fonds National de la Recherche Scientifique (FNS), de l'Université ou d'une autre source de financement publique ?

Dans les deux premiers cas, les projets de recherches doivent suivre les « Principes d'éthique et directives pour l'expérimentation animale » édictées par l'Académie Suisse des Sciences Médicales (ASSM) et l'Académie Suisse des Sciences Naturelles (SCNAT). Il s'agit même d'une condition impérative pour qu'un projet soit financé par le FNS.

Ces directives, dont une copie est annexée à la présente, s'appliquent à tous les scientifiques suisses et indiquent notamment au point 5.2 : « Les scientifiques en activité en Suisse s'efforceront de ne pas se livrer ou de participer à l'étranger à des expériences qui contreviendraient à la législation suisse sur la protection des animaux et qui seraient indéfendables au regard des présents principes et directives ».

Concernant le financement d'expérimentations animales se déroulant à l'étranger, le FNS est encore plus clair puisqu'il nous a affirmé dans son courrier du 16 janvier 2007 : « Le FNS ne peut pas financer de projets ou sous-projets menés à l'étranger, si ceux-ci violent le droit suisse (...) ».

6.Si des scientifiques de l'Université ou de l'hôpital sont impliqués, quels moyens ont été mis en œuvre pour s'assurer que les projets mentionnés sont conformes à notre législation ?

7.La détention des animaux impliqués dans ces recherches est-elle également conforme au droit suisse ? En cas de réponse positive, existe-t-il une convention qui permettrait à l'autorité cantonale, par exemple l'Office vétérinaire, de participer aux contrôles de la détention des animaux ?

Si non, qui procèdera aux contrôles ?

8.Les animaux utilisés, notamment les primates, proviennent-ils d'élevages reconnus ?

Si oui, lesquels ?

Obtenir des garanties sur le déroulement de ces expériences semble capital. En effet, nous avons appris par un chercheur travaillant à l'Université qu'un projet devant également utiliser des primates avait été abandonné il y a quelques années, en raison des conditions fixées par les autorités cantonales. De ce fait, il apparaît comme particulièrement inacceptable que des scientifiques, soutenus par des contributions publiques, parcoururent quelques kilomètres pour échapper à notre législation.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente et dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur

le Président, Messieurs les Conseillers d'Etat, nos salutations distinguées.»

Dans son Point Presse² du 27 juin dernier, le Conseil d'Etat nous transmettait enfin sa réponse :

« BioPark d'Archamps : réponse à la Ligue suisse contre la vivisection

Dans sa réponse à la Ligue suisse contre la vivisection concernant les expérimentations animales sur le site d'Archamps (BioPark), le Conseil d'Etat a apporté les précisions suivantes.

Le BioPark d'Archamps a été conçu pour devenir un pôle de recherche au service des universités françaises et suisses, afin de centraliser des connaissances scientifiques et des savoir-faire techniques relatifs à l'expérimentation animale.

(...) Le gouvernement rappelle qu'aucun chercheur suisse ne collabore à des expériences à Archamps, quand bien même des contacts avaient été pris en été 2006. Soucieux du respect des dispositions légales, le Conseil d'Etat est extrêmement vigilant lorsque l'utilisation d'animaux à des fins scientifiques s'avère indispensable ».

Si nous sommes satisfait de savoir que ces scientifiques ont été rappelés à l'ordre, ce dossier n'est pas clôt pour autant. Il était prévu que le gros des expérimentations animales commence à la fin de cette année. Dans sa réponse toute politique, le Conseil d'Etat n'annonçait pas en juin dernier le retrait définitif des scientifiques suisses, mais qu'aucun d'entre eux n'y collaborait en ce moment. Nous resterons donc vigilant et suivront les activités faites à Archamps avec un soin tout particulier.

Le Comité

¹Loi sur l'information publique, qui oblige cette administration cantonale à fournir des informations sur les activités au sein des ses différentes institutions.

²http://www.geneve.ch/chancellerie/conseil/2005-2009/ppresse/2007_0627.html



Les expériences au BIOPARK se feront sur notamment sur des Microcèbes. Originaire de Madagascar ce petit primate fait partie de l'espèce des lémuriens

Revue de presse

Spot TV contre les élevages d'animaux censuré depuis 1994

La Suisse condamnée par la Cour des droits de l'homme

Depuis treize ans, la Suisse s'entête à refuser la diffusion du spot de l'association VGT.

Ce spot, qui dénonce durant 55 secondes les élevages abusifs d'animaux, se termine avec ces mots : « Mangez moins de viande, pour votre santé et dans l'intérêt des animaux et de l'environnement ». Il a été conçu à l'origine pour contrer les campagnes publicitaires des producteurs de viandes et autres boucheries industrielles.



Après le refus de Publi-suisse¹ de diffuser ce spot, les démarches de VGT pour permettre aux téléspectateurs de le voir ont abouti jusqu'au Tribunal fédéral (TF). Celui-ci a finalement soutenu l'interdiction, cataloguant ce spot de « propagande politique ».

Condamnée en 2001 par la Cour européenne des droits de l'Homme pour violation de la liberté d'expression, la Suisse a payé les 20'000 francs de frais de justice de VGT, tout en continuant à refuser la diffusion du spot !

L'année suivante, le TF rejettait la demande de VGT de révision de l'interdiction de diffusion, argumentant que « VGT n'était pas parvenue à prouver dans quelle mesure la réparation ne pouvait être obtenue que par la voie de la révision ».

Saisie par VGT, la Cour des droits de l'homme a condamné une fois de plus la Suisse en octobre passé, dénonçant le « formalisme excessif » du Tribunal fédéral et rappelant que la liberté d'expression est un des piliers de la démocratie.

Cette fois, le spot devrait être diffusé...

¹Organisme qui gère la publicité à la télévision

ACTIVITÉS DE LA LIGUE ENTRE JUILLET ET OCTOBRE 2007

Actions : Le 26 juillet à Berne, Max Moret et Maja Schmid ont participé au dépôt de l'initiative de la PSA « Oui à un avocat pour les animaux ». Toujours à Berne, Maja a participé le 26 septembre à une réunion des délégués des associations membres du VETO ainsi qu'à la journée des Parlementaires. Deux représentants de la Ligue ont participé le 18 octobre, à Berne, à une séance de travail regroupant les membres (de la protection des animaux) des commissions cantonales qui contrôlent les expériences sur les animaux (KTT).

Max Moret et Luc Fournier se sont rendus le 24 octobre à Lugano (TI) pour rencontrer le président de l'ATRA Max Molteni et le responsable de l'AGSTG, Andreas Item. La LSCV, l'ATRA et l'AGSTG étant les trois principales associations antivivisectionnistes actives en Suisse, la rencontre avait pour objectif la future organisation d'actions communes. Plusieurs étudiants ont également été reçus dans les locaux de la Ligue. Dans la plupart des cas, il s'agissait de les aider à élaborer un travail contre la vivisection.

Congrès, conférences : Maja a assisté le 12 septembre à la journée des conférences sur l'expérimentation animale à Olten (SO). Spécialement ciblées sur l'utilisation des singes par les laboratoires, ces conférences - dont un compte-rendu sera publié dans notre prochain journal - étaient organisées par la Protection suisse des animaux.. Daniel, collaborateur scientifique de la Ligue a assisté au congrès du MEGAT pour les alternatives à l'expérimentation animale les 28, 29 et 30 septembre à Linz en Autriche. Un compte-rendu du congrès sera également publié dans notre prochain journal.

Stands d'informations et récoltes de signatures : Plusieurs stands ont été tenus dans la rue. La Ligue a également participé les 20 et 21 octobre à l'exposition ANIMALIA au Palais de Beaulieu de Lausanne. Beaucoup de signatures concernant plusieurs pétitions ont été récoltées. Il y a notamment eu celle de SOS Chats Noirague qui demande l'interdiction du commerce indigène de peaux de chiens et chats en Suisse ; celle de l'ATRA contre le massacre des phoques et celle de l'ASTG qui demande l'interdiction en Suisse des expériences sur les primates.

Sur demande, le bureau de la Ligue peut vous faire parvenir les pétitions mentionnées, en copie papier (indiquer le nombre) ou sous forme de fichier (PDF) électronique.

Campagne d'affichage : Notre campagne d'affichage contre la fourrure a été organisée durant l'été et les différentes affiches ont été réalisées durant le mois de septembre. Des annonces contre la vivisection ont également été publiées dans plusieurs revues distribuées en Suisse.

Engagements financiers : Les principales aides attribuées aux refuges suisses en difficulté sont décidées en début de chaque année lors d'une réunion du Comité national. En cours d'année, le soutien financier de la Ligue est principalement attribué pour des actions contre l'expérimentation animale. On peut citer l'achat de plusieurs appareils permettant de supprimer l'utilisation d'animaux vivants lors de la formation des chirurgiens, ainsi qu'une aide pour des laboratoires travaillant exclusivement au développement de nouveaux modèles alternatifs.

Expérimentations animales : Dans notre précédent compte-rendu de nos activités, publié dans le journal de juin, nous annoncions principalement trois dossiers à l'étude : le premier, concernant des expérimentations animales en France sur le site d'Archamps. Ce dernier est pour l'instant en suspens (lire l'article en page 2). Le dossier concernant les expériences faites sur de jeunes oiseaux et ayant entraîné la mort de plusieurs d'entre eux, dans le canton de Soleure, est toujours en cours. Au vu des différents éléments rassemblés, il semble clair que certaines procédures administratives n'ont pas été respectées par le canton, ce qui explique sans doute la volonté des autorités à enterrer ce dossier et à classer la plainte. Le troisième dossier concernait la nouvelle loi sur l'Université genevoise. Suite à la transmission d'un dossier complet aux élus politiques de ce canton, sur les pratiques scandaleuses de cet institut, Max et Luc ont été convoqués le 1er novembre pour être auditionnés par la commission de l'enseignement supérieur, qui est chargée par le Conseil d'Etat d'élaborer un nouveau projet de loi sur l'université.



Détention des animaux de laboratoire en Europe

Les nouvelles annexes sur les soins et l'hébergement des animaux de laboratoire de la « Convention Européenne sur la protection des animaux vertébrés utilisés à des fins d'expérimentations » sont entrées en vigueur en juin 2007. Ces nouvelles normes imposent aux laboratoires des surfaces au sol plus élevées pour la détention des animaux et rendent obligatoire l'enrichissement des cages. L'enrichissement permet notamment de réduire le stress dû à la détention, en fournissant une occupation ou en permettant d'exprimer des besoins spécifiques (par exemple, l'ajout d'un morceau de papier permettant aux rongeurs de fabriquer un nid avant une mise bas).

Avec une nouvelle ordonnance sur la protection des animaux (OPA) qui traîne à sortir des tiroirs, la Suisse - qui avait ratifié ces nouvelles annexes avec tous les Etats membres du Conseil de l'Europe en juin 2006 - se retrouve maintenant avec une OPA qui ne respecte pas les directives européennes. On ne peut que regretter que la Suisse - pays progressiste en matière de protection des animaux dans les années 1980 - soit maintenant à la traîne de l'Europe pour adapter ses normes dépassées.

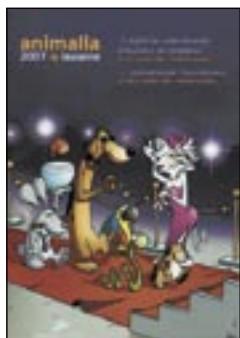
Fourrure de chien et chat

Le Parlement européen a approuvé le 19 juin 2007 le rapport de régulation qui interdit le commerce de fourrure de chien et de chat, produits dérivés inclus. Le Conseil des ministres doit encore officiellement adopter ce règlement dont l'entrée en vigueur est prévue le 31 décembre 2008.



Expérimentation animale sur les singes

Soutenue par 433 députés (majorité à 393 signatures), le Parlement européen a adopté le 6 septembre une déclaration écrite déposée par cinq députés qui demandent « d'abolir en urgence prioritaire l'utilisation de primates capturés dans la nature pour des expériences scientifiques » et « d'établir un échéancier précis pour remplacer les primates dans les expériences où les alternatives existent ».



animalia

Nous en avions parlé dans le précédent journal, la Ligue a tenu un stand à l'exposition ANIMALIA au Palais de Beaulieu de Lausanne, les 20 et 21 octobre 2007.

Notre nouveau stand a été spécialement conçu pour cette exposition. Nous avons présenté le développement des méthodes alternatives et exposé plusieurs modèles synthétiques (1) permettant le remplacement des animaux pour la formation des chirurgiens. Il était également possible, sur ordinateur (2), de tester différents logiciels en 3D permettant des dissections « virtuelles ».

De plus en plus d'universités dans le monde les utilisent pour remplacer avantageusement les animaux lors des exercices de travaux pratiques. Sauf en Suisse, pour l'instant : la nouvelle loi sur la protection des animaux devrait nous permettre de nous opposer à ces exercices absurdes et dépassés. Il ne s'agira plus alors pour la Ligue de « proposer » ces logiciels aux universités, ni de devoir les payer avant de les « offrir » à ces institutions qui généralement les accepteraient ! La loi nous permettra de dire « Non » et surtout : « Achetez-les vous-même ! »

D'une manière générale, le bilan de ces deux jours de manifestation a été très positif. Il nous a permis de faire un véritable travail d'information et la disponibilité des visiteurs a contribué à de nombreux échanges de points de vue et expériences. Il est donc très probable qu'à l'avenir, la Ligue s'investisse davantage dans ce type de manifestation.



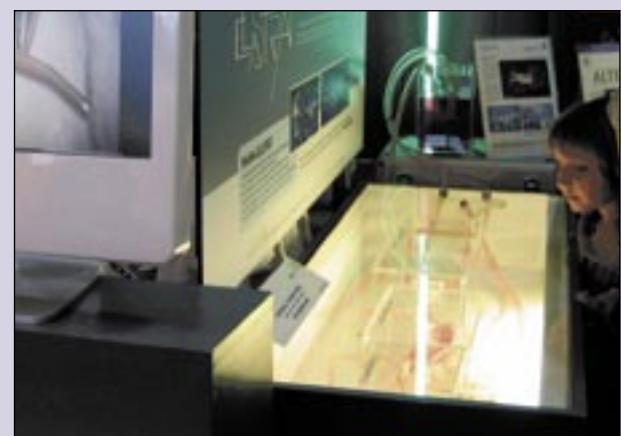
Max Moret, Président de la Ligue, Luc Fournier Vice-président et Emmanuel Broillet (photo), Membre du Comité étaient présents sur le stand pour informer et répondre aux questions des visiteurs. De nombreux Membres de la Ligue étaient également déplacés pour l'occasion et leurs encouragements à poursuivre nos actions ont été très appréciés!



(1) Un DVD projetait les différents exercices de chirurgie possibles avec le modèle PVC-Rat exposé sous vitrine



Ce nouveau stand, facilement démontable et stockable, a été entièrement conçu et monté bénévolement par des membres de la Ligue. Excepté les frais liés à l'impression des panneaux d'exposition, la Ligue n'a eu à financer que l'achat du matériel composant le stand



Publication par l'OVF des Statistiques des expériences sur les animaux en Suisse en 2006

«Expériences sur animaux en 2006: les chiffres sont restés stables» annonce l'Office vétérinaire fédéral (OVF) dans son communiqué de presse du 6 septembre (voir page 26 du journal). Quelques journalistes trop paresseux pour les consulter ont d'ailleurs repris cette affirmation : «Expérimentations animales en Suisse : les chiffres sont restés stables» titraient plusieurs quotidiens le lendemain.

On pourrait définir la stabilité comme étant un état constant, permanent. Pas l'OVF, qui malgré une nouvelle augmentation du nombre d'animaux utilisés en Suisse de 1,7% (+12'000 animaux), parle de stabilité. En guise de stabilité, on notera surtout la quasi constante augmentation du nombre d'animaux utilisés ces cinq dernières années : avec 716'000 animaux utilisés en 2006, nous en sommes revenus au nombre recensés dans les années 1995-1996.

L'état constant, permanent de l'OVF lui souffle plutôt à l'oreille d'annoncer, année après année :

«En 2006, comme en 2005, aucun animal n'a été utilisé pour tester des cosmétiques».

A nouveau, de nombreux journalistes ont relayé cette bonne nouvelle. Pourtant, avec ces expériences interdites en Europe depuis quelques années, il ne manquerait plus que notre pays se livre à ce genre de tests ! Il est connu depuis longtemps qu'on ne teste plus les produits cosmétiques sur les animaux, mais leurs composants. La nuance est de taille, car si l'UE a décrété l'interdiction des tests sur les animaux pour toutes substances

à finalité cosmétiques d'ici deux ans, il sera toujours possible de la faire en Suisse. Ainsi, en 2009 lors des prochaines statistiques, l'OVF annoncera-t-il «En 2009 comme en 2008, toutes les nouvelles substances entrant dans la composition des cosmétiques ont été testées en Suisse, bien que cette pratique soit interdite en Europe» ?

Une note positive

Au-delà d'une succession de chiffres qui se ressemblent d'années en années et de rubriques qui se veulent transparentes mais qui en réalité ne nous apprennent rien sur les expériences subies par les animaux, ces statistiques émettent quand même une note positive : «L'expérimentation animale a augmenté dans la recherche fondamentale (+13%), mais a par contre diminué dans la recherche médicale appliquée (-4%)».

La recherche fondamentale se déroule en Suisse principalement dans les Universités ou EPF (recherche dans des institutions publiques). Généralement, il s'agit pour ces scientifiques de tester des hypothèses

qui au pire finiront dans un tiroir, au mieux iront grossir le nombre de publications scientifiques. L'augmentation du nombre d'animaux n'est en fait pas étonnante, chaque laboratoire (ou presque) s'étant lancé dans l'élevage ou la production d'animaux transgéniques, dont les multiples lignées sont à conserver à tous prix en raison de «l'intérêt capital qu'elles représentent pour la science». En plus, c'est le contribuable qui paye. Donc, une remise en question de ces pratiques compulsives n'est pas à l'ordre du jour.

Par contre, la baisse du nombre d'animaux utilisés dans la recherche médicale appliquée (recherche effectuée principalement par des laboratoires ou groupes pharmaceutiques privés) est plutôt encourageante et démontre que les méthodes alternatives ne sont plus ignorées par les laboratoires de recherches. Les progrès réalisés dans leurs développements, ces dernières années, en font des outils maintenant indispensables pour l'étude des maladies et la sélection de nouvelles molécules thérapeutiques. Plus économiques que l'utilisation d'animaux, mais surtout offrant des réponses plus fiables que ce bête «modèle animal» avec lequel l'homme ne partage biologiquement pas grand chose, ce sont sans doute les nouveaux modèles alternatifs de demain qui enterreront cette stupide pratique de l'expérimentation animale.

Le comité de rédaction

Remise de l'initiative populaire «Oui à un avocat pour les animaux»

L'initiative fédérale lancée par la PSA, munie de 148'294 signatures, a été déposée à la Chancellerie fédérale à Berne le 26 juillet passé. La Ligue, qui avait activement soutenu cette initiative y était représentée par Max Moret et Maja Schmid. De nombreuses autres associations de protection des animaux, qui avaient durant toute une année participé à la récolte de signatures, y étaient également représentées.

Lors du dépôt des signatures, la PSA a rappelé les faits plaidant pour l'instauration d'un avocat pour les animaux, tel qu'il existe déjà depuis une quinzaine d'années dans le canton de Zurich:

«Des animaux continuent d'être tués, martyrisés, maltraités, abandonnés sans le moindre égard, et les bourreaux n'ont la plupart du temps pas de souci à se faire. Quand un tel crime conduit quand même à une condamnation, l'auteur se voit sanctionné d'une peine pécuniaire ridicule,

en rien dissuasive. La poursuite des violations de la loi sur la protection des animaux est intolérable. Alors que toute personne maltraitant les animaux peut engager un défenseur, personne ne représente les animaux écorchés devant les tribunaux».

L'institution d'un avocat pour les animaux était pourtant prévue dans le cadre de l'introduction du nouveau code de procédure pénale, mais cette disposition avait été supprimée à une faible majorité par le Conseil national. Cette initiative passera maintenant en votation et c'est le peuple qui sera finalement amené à se prononcer sur cet objet.

La Ligue s'était engagée dans la

récolte de signature en publiant cette initiative, en la mettant en ligne sur son site Internet et en tenant des stands dans la rue. Que tous les Membres de la Ligue, lecteurs ou passant qui ont pris la peine de signer cette initiative soient remerciés de leurs efforts. On nous pose souvent la question suivante : «est-ce que signer sert à quelque chose ?». Dans ce cas, la réponse est oui.

Le comité de rédaction



Max Moret, Président de la LSCV



Sentiments

« Imaginons une grande propriété au bord d'un lac de Suisse romande avec un grand jardin arborisé. Le propriétaire vit en harmonie avec la faune et l'environnement.

Il accepte qu'une renarde fasse son terrier dans un talus. Il prend plaisir à l'observer. Elle a compris. Elle se sent en sécurité. Au printemps, des petits renardeaux pointent leurs museaux hors du talus. Le maître des lieux peut s'approcher et les regarder. Imaginons encore une fois, ce qu'il peut ressentir : c'est très beau.

Un jour de mai, hélas, il trouve les renardeaux encore tout petits et non sevrés sur sa terrasse. Il ne comprend pas ; il cherche la mère. Elle n'est pas dans le terrier. Il la trouve un peu plus bas....morte, écrasée par une voiture.

Que faire ? Les petits renards ont dû comprendre que cet homme est bon, car il ne veut pas qu'on les tue. Un est déjà mort et les autres ne vont pas bien. A force de téléphones, il trouve une famille d'humains capable de leur donner les premiers secours. Et ça marche, les petits sont réchauffés, nourris au biberon et reprennent des forces. Après quelques jours, les renardeaux sont devenus vigoureux et passent le plus clair de leur temps à jouer ensemble. Faut-il les relâcher dans la nature ? Ils ne pourraient pas survivre longtemps. Quelle solution alors ? Après beaucoup de recherche, c'est finalement le zoo de la Garenne qui accepte d'accueillir les renardeaux.

Tout le monde fait OUF !!! Bien sûr, la raison voulait qu'on les tue. Mais qui est ce « ON », ce « YAKA », qui ne s'investit pas et qui ne veut pas toucher un problème ? Tenir un bébé en détresse dans ses bras et le réchauffer c'est un sentiment très fort, si fort qu'il dépasse la barrière des espèces.

Les animaux eux, le savent bien. Quand ils sentent cette détresse, ils donnent le meilleur d'eux-mêmes. Pensons à l'histoire de Mowgli ».



Après avoir reçu ce message d'une Membre de longue date de la Ligue, le Comité a accepté de parrainer ces renardeaux auprès du zoo de la Garenne. Grâce à vos dons, un enclos confortable et spacieux a pu être offert aux renardeaux. Nous leur souhaitons la meilleure vie possible. Ils ne connaîtront peut-être pas la liberté, mais ils ne se feront pas écraser comme leur mère, ni tirer dessus comme tant d'autres...

Le Comité

« Pour une nouvelle ordonnance qui protège et respecte vraiment les animaux »

A tous nos lecteurs: signez et envoyez notre lettre publiée en fin de journal

La nouvelle ordonnance sur la protection des animaux (OPA) est toujours en discussion (voir nos précédents journaux n°13 et 16). Normalement prévue pour entrer en vigueur début 2008 en même temps que la nouvelle loi sur la protection des animaux (LPA), la nouvelle OPA ne devrait pas être adoptée avant l'été prochain. Les nouvelles dispositions plus favorables aux animaux sont vivement combattues par les éleveurs et les milieux scientifiques.

Cette nouvelle ordonnance définira légalement la détention que nous jugeons acceptable pour nos animaux durant ces 20 prochaines années. Si nous ne voulons pas un texte dénaturé, permettant une détention archaïque dans nos fermes et élevages industriels, permettant des expérimentations animales dépassées qui se poursuivront dans une parfaite opacité, alors il faut nous manifester en nombre auprès du Conseil fédéral.

En fin de journal, vous trouverez le courrier que nous avions déjà publié dans notre journal n°13 du mois de décembre 2006. Ce courrier est à adresser à Mme Doris Leuthard, Conseillère fédérale en charge de formuler cette nouvelle ordonnance.

Merci de bien vouloir le remplir (indiquer nom et adresse en haut à droite et signature au bas) **et l'envoyer à l'adresse indiquée. Merci également de le faire le plus vite possible.**



Nouvelle campagne d'affichage de la Ligue contre la fourrure

Au moment de la parution de ce journal, vous aurez peut-être remarqué nos affiches dans la rue. Suite au succès l'hiver passé de notre affiche « Seuls des MONSTRES portent encore de la FOURRURE », le comité a décidé de réutiliser cette année le même visuel. Placardée dans toute la Suisse sur près de 800 emplacements F4 (90X128cm), cette affiche sera visible du 19 novembre au 25 décembre 2007.

Action spéciale contre la fourrure sur Genève

Un(e) généreux(se) donateur(trice) anonyme a mis à disposition de la Ligue, la somme de CHF 150'000.- pour organiser une campagne d'affichage contre la fourrure, à la seule condition qu'elle soit exclusivement ciblée sur le canton de Genève.

Le Comité a tenu plusieurs séances durant l'été pour réfléchir à l'utilisation de ce don et a choisi le concept de cette campagne. Après discussion, il a été décidé d'organiser cette campagne sous forme de thématique : trois affiches différentes, dont le slogan est « La fourrure c'est ça », rappellent au public quelques-unes des différentes méthodes utilisées par l'homme pour dépoiller un animal de sa peau : le piégeage, la chasse et l'élevage. Ces affiches au format F12 (270X128cm) et placardées



sur 130 emplacements, contiennent également un bref texte explicatif qui rappelle que, contrairement à ce que prétendent les fourreurs soucieux de justifier leur activité archaïque: « **La fourrure sans souffrance n'existe pas** ». L'affiche « **Seuls des MONSTRES portent encore de la FOURRURE** », également utilisée dans ce canton et visible sur près de 600 emplacements F4, 80 véhicules des transports publics (Bus et tram) et diffusée dans tous les cinémas, conclut la thématique par son slogan.

Le Comité de la Ligue tient à remercier chaleureusement ce(tte) généreux(se) dona-teur(trice) anonyme. La réalisation des différentes affiches a été exécutée gratuitement. De même, les photos illustrant les affiches ont été gracieusement mises à notre disposition par l'association canadienne Fur-Bearer Defenders (www.fur-bearerdefenders.com) et la représentation française de l'IFAW (www.ifaw.org), que nous remercions également. Nous pouvons ainsi assurer à cette généreuse personne que son don a été exclusivement utilisé pour couvrir l'impression des affiches et les frais d'affichage.

Revue de presse

► Népal Chèvres égorgées

Après s'être prosterné devant leurs appareils, les responsables de la compagnie aérienne Nepal Airlines ont « sacrifié » 2 chèvres en septembre passé pour apaiser le dieu hindou du ciel et l'enjoindre de résoudre les problèmes techniques de ses appareils.

La compagnie népalaise, qui avait été contrainte de suspendre ses vols internationaux durant 10 jours quelques semaines plus tôt en raison de problèmes mécaniques survenu sur plusieurs de ses appareils, préfère s'en référer au ciel plutôt que d'engager des mécaniciens en nombre suffisant. Les passagers de cette compagnie sont prévenus.

► Angleterre Adieu foie gras

La chaîne britannique de grands magasins de luxe Harvey Nichols a décidé de ne plus vendre de foie gras une fois ses stocks épuisés, afin de ne plus « subir les foudres des groupes de protection des animaux ».

Textes accompagnant les 3 affiches F12

Affiche °1

Quoi qu'en disent les fourreurs et leurs partisans, fourrure rimera toujours avec torture.

Contrairement à ce que voudraient nous faire croire les industriels de la fourrure, il n'existe pas, il ne peut exister, de détention respectueuse des animaux. Qu'on ne se laisse plus tromper par les labels de soi-disant qualité des fourrures. Les fourreurs, qui nous accusent de montrer d'anciennes photos d'animaux apeurés dans leurs petites cages aux parterres grillagés, sont bien incapables de nous présenter des photos de ces animaux, qu'ils prétendent éléver selon leurs besoins. Tout simplement parce que les prétendues « fermes modèles » n'existent pas.



Affiche °2

Des centaines de milliers de phoques du Groenland sont tués chaque année, à coups de gourdins ou par balle. Les plus chanceux meurent sur le coup, les autres agonisent lentement. 95% des animaux ainsi massacrés sont âgés de moins de trois mois.

Les pays européens ont importé en 2006 pour plusieurs millions d'euros de fourrures de phoques et de produits huileux Omega 3. En Europe, les Pays-Bas, la Belgique et la Croatie ont déjà interdit l'importation de produits à base de phoque.

La fourrure c'est ça

Des centaines de milliers de phoques du Groenland sont tués chaque année, à coups de gourdins ou par balle. Les plus chanceux meurent sur le coup, les autres agonisent lentement. 95% des animaux ainsi massacrés sont âgés de moins de trois mois.
Les pays européens ont importé en 2006 pour plusieurs millions d'euros de fourrures de phoques et de produits huileux Omega 3. En Europe, les Pays-Bas, la Belgique et la Croatie ont déjà interdit l'importation de produits à base de phoque.

La fourrure sans souffrance n'existe pas

LIGUE SUISSE CONTRE LA VIVISECTION et pour les droits de l'animal

Liste des cosmétiques non testés sur les animaux disponibles à l'achat en Suisse

La période de fin d'année est propice pour offrir des cadeaux. Si votre choix se dirige dans l'achat de produits cosmétiques, nous espérons que vous favoriserez ceux qui ne sont pas testés sur les animaux. Entièrement actualisée fin 2005 et régulièrement mise à jour, notre « **Liste des cosmétiques non testés sur les animaux** » est à votre disposition pour vous guider dans vos choix.

Les fabricants mentionnés sur notre liste se sont engagés :

- À ne tester sur les animaux ni leurs produits « finis » ni les ingrédients les composant.
- À ne pas mandater d'autres laboratoires pour le faire.

Notre nouvelle liste regroupe actuellement les 36 laboratoires (et marques) suivants :

ALMAWIN, BIOAROMES, BÖRLIND, BRT, CALLYOPE, CATTIER DISLAB, CENTIFOLIA, COMPTOIR DES LYS, Laboratoire ALVEND, COMPTOIR PROVENCAL DES ARGILES, COOP (NATURALINE, BELDAM, TONGA), ESTEE LAUDER, FARFALLA ESSENTIALS, GERDA SPILLMANN, (Laboratoire) HOLISTICA International, KART SA, LA PHOCEENNE, LICHTSTEINER COSMETICS, LI COSMETIC, L'OCCITANE, LOGONA NATURKOSMETIK, LOUIS WIDMER, MARTINA GEBHART NATURKOSMETIK, MELISANA (BIOKOSMA), NACOS NATURAL BEAUTY, NEWAYS, NUXE, PRIMAVERA LIFE, PROVIDA, RENTSCH HANDEL, SANOFLORE, SAINT CLOU COSMETICS, THE BODY SHOP (information importante : a été racheté par L'OREAL, voir notre article dans le journal de septembre 2006), TRYBOL, WALA, WALTER RAU, WELEDA.

Affiche °3

Chaque année, les trappeurs tuent des millions d'animaux pour leur fourrure. Ils utilisent des pièges pour retenir (à lacet, à ressort, boîte) et des pièges pour tuer (assommoir, collet, piège sous-marin). Les pièges ne sont pas régulièrement relevés et les animaux capturés souffrent de stress, de soif, de faim, de froid, de gangrène, et sont à la merci de prédateurs. Parfois, les animaux pris dans un piège à ressort se mutilent pour y échapper. Ces pièges tuent aussi de nombreux animaux pris «par erreur» comme les animaux domestiques et les oiseaux. Très souvent, pour éviter d'abîmer la fourrure en tuant l'animal avec un fusil, le trappeur achève l'animal en l'assommant, en l'étranglant avec un lacet ou en lui écrasant la poitrine. **On estime à 20% le nombre d'animaux piégés pour le marché de la fourrure.**



INFOS LSCV

Courrier des lecteurs

Que veut dire : « j'aime les animaux » ?

Vous avez été nombreux à nous écrire pour nous faire part de votre avis sur cette délicate question. Vos lettres, souvent manuscrites, sont en cours de transcription et seront publiées au fur et à mesure à partir du prochain journal (sortie en mars 2008). En raison du manque de place dans le journal, nous ne pourrons peut-être pas toutes les publier, mais nous tenons à remercier chaleureusement tous les lecteurs qui nous ont fait part de leur point de vue.

La chasse sert-elle vraiment à quelque chose, demandons-nous dans le précédent journal ?

Nous avions prévu pour ce numéro la publication d'un dossier sur la gestion de la faune en général et par le canton de Genève (où la chasse y est interdite depuis 1974) en particulier, qui répond en partie à cette question. En raison d'un manque de place, ce dossier sera finalement publié dans notre prochain journal.

► Nous recherchons

Une personne pour siéger dans la commission cantonale sur l'expérimentation animale du canton de Vaud. Cette activité nécessite la disponibilité de quelques heures par mois et est rétribuée par les cantons selon les tarifs officiels en vigueur.

Important : les personnes intéressées doivent obligatoirement être au bénéfice d'une formation scientifique. Si vous êtes intéressé, ou avez des questions, n'hésitez pas à contacter le bureau de la Ligue.

Commission cantonale sur l'expérimentation animale :

Selon l'article 18 de la Loi sur la protection des animaux, chaque canton autorisant des expériences sur les animaux doit créer une commission consultative sur l'expérimentation animale. Composée de plusieurs représentants des milieux scientifique et d'association de protection des animaux, cette commission est indépendante de l'autorité chargée de délivrer les autorisations d'expérimentation.

Son travail est le suivant :

- étude de tous les protocoles expérimentaux utilisant des animaux, soumis à autorisation
- contrôles inopinés des animaleries, laboratoires et déroulement des expériences sur animaux.

Le fait que des représentants d'associations de protection des animaux puissent siéger dans ces commissions est très important, car il permet de s'assurer que toutes les expériences se déroulent au minimum dans les limites fixées par la loi, laquelle est déjà très permissive. Il permet également de contrôler les activités à l'intérieur des laboratoires, et le cas échéant de dénoncer à l'autorité les activités illicites constatées.

IMPRESSIONUM Ligue Suisse Contre la Vivisection

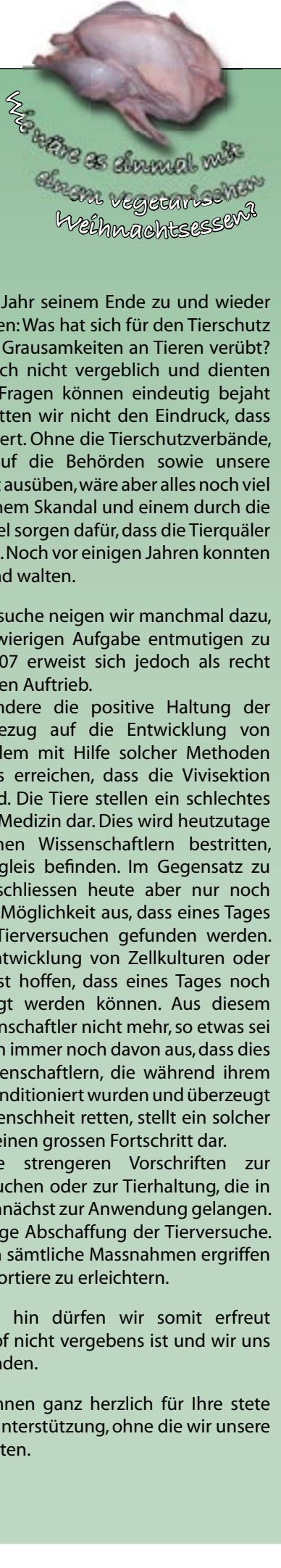
Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale.

Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.– qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Edipress, sur papier recyclé Snow-Print 60 gm²

Comité de rédaction : Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtli **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 **admin@lscv.ch** - www.lscv.ch - **Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15.– **CCP 12-2745-6**

Le bureau est ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 : **Permanence en français :** du lundi au vendredi. **Permanence en allemand :** lundi, mardi matin, mercredi, jeudi matin. **Permanence en italien :** mardi après-midi, jeudi après-midi, vendredi.



Editorial

Liebe Mitglieder der Liga
Liebe Leserinnen und Leser

Einmal mehr neigt sich ein Jahr seinem Ende zu und wieder stellen sich die gleichen Fragen: Was hat sich für den Tierschutz geändert? Wurden weniger Grausamkeiten an Tieren verübt? Waren unsere Aktionen doch nicht vergeblich und dienten einer guten Sache? Diese Fragen können eindeutig bejaht werden. Möglicherweise hatten wir nicht den Eindruck, dass sich die Lage positiv verändert. Ohne die Tierschutzverbände, die einen steten Druck auf die Behörden sowie unsere Abgeordneten im Parlament ausüben, wäre aber alles noch viel schlimmer. Die Angst vor einem Skandal und einem durch die Behörden ausgelösten Wirbel sorgen dafür, dass die Tierquälerei immer öfter bestraft werden. Noch vor einigen Jahren konnten diese unbesorgt schalten und walten.

Auch im Bereich der Tierversuche neigen wir manchmal dazu, uns in Anbetracht der schwierigen Aufgabe entmutigen zu lassen. Die Jahresbilanz 2007 erweist sich jedoch als recht positiv und verleiht uns neuen Auftrieb.

Zu erwähnen ist insbesondere die positive Haltung der Europäischen Union in Bezug auf die Entwicklung von Alternativmethoden. Vor allem mit Hilfe solcher Methoden werden wir es eines Tages erreichen, dass die Vivisektion vollständig abgeschafft wird. Die Tiere stellen ein schlechtes Modell für die menschliche Medizin dar. Dies wird heutzutage nur noch von altmodischen Wissenschaftlern bestritten, die sich auf einem Abstellgleis befinden. Im Gegensatz zu den letzten zehn Jahren schliessen heute aber nur noch wenige Wissenschaftler die Möglichkeit aus, dass eines Tages definitive Alternativen zu Tierversuchen gefunden werden. Die vor kurzem erfolgte Entwicklung von Zellkulturen oder menschlichem Gewebe lässt hoffen, dass eines Tages noch komplexere Organe erzeugt werden können. Aus diesem Grund behaupten die Wissenschaftler nicht mehr, so etwas sei unmöglich. Sie gehen jedoch immer noch davon aus, dass dies sehr schwierig ist. Bei Wissenschaftlern, die während ihrem Studium auf Tierversuche konditioniert wurden und überzeugt sind, damit lasse sich die Menschheit retten, stellt ein solcher Gesinnungswandel bereits einen grossen Fortschritt dar. Erfreulich sind auch die strengeren Vorschriften zur Durchführung von Tierversuchen oder zur Tierhaltung, die in der EU und der Schweiz demnächst zur Anwendung gelangen. Unser Hauptziel ist die völlige Abschaffung der Tierversuche. Auf dem Weg dahin müssen sämtliche Massnahmen ergriffen werden, um das Los der Labortiere zu erleichtern.

Auf das Jahresende 2007 hin dürfen wir somit erfreut feststellen, dass unser Kampf nicht vergebens ist und wir uns auf dem richtigen Weg befinden.

Einmal mehr danken wir Ihnen ganz herzlich für Ihre stete moralische und finanzielle Unterstützung, ohne die wir unsere Arbeit nicht fortsetzen könnten.

Der Vorstand

► Tierversuche in der Schweiz

Kein Geld aus öffentlichen Kassen für Tierversuche im Ausland

Wissenschaftler der Universitäten Genf und Lausanne wollten ihre Versuche in aller Ruhe jenseits der Grenze in den Labors des BioPARKS im französischen Archamps durchführen. Damit hatten sie die Rechnung ohne den Wirt gemacht.

Die von der Liga angezeigten Gelehrten mussten – zumindest vorderhand – an den häuslichen Herd zurückkehren.

Das Projekt einer Zusammenarbeit zwischen Wissenschaftlern der Schweiz und Frankreichs wurde äusserst diskret in die Wege geleitet. Sogar die Waadtländer Presse hütete sich davor, von Tierversuchen zu sprechen. Stattdessen machte sie lieber poetische Anspielungen wie «Labor des Lebenden». Die französischen Medien ihrerseits berichteten über den Bau des neuen Labors für Tierversuche, ohne dieses auf irgendeine Weise in Frage zu stellen.

Von unseren französischen Freunden des Refuge de l'espoir im benachbarten Arthaz alarmiert, entdeckten wir das eigentliche Ziel dieses Projekts. Aus Nachforschungen ging hervor, dass sich unsere Universitäten auf unerlaubte Weise an diesen Versuchen beteiligten. Wir wandten uns deshalb am 28. März und am 14. Mai 2007 mit einem Schreiben an den Genfer Staatsrat:

«Betreff: Tierversuche / Zusammenarbeit von Genfer Wissenschaftlern mit dem künftigen Institut BioPARK»

Sehr geehrter Herr Präsident,
Sehr geehrte Staatsräte

In ihrem Artikel vom 24. November wies die „Tribune de Genève“ darauf hin, dass der Präsident des Genfer Staatsrates an der Grundsteinlegung des BioPARKS im französischen Archamps mit dabei war.

Im gleichen Artikel wurden auch verschiedene Forschungsprojekte erwähnt, an denen fünfzehn Genfer und einige Lausanner Gelehrte beteiligt sind. Diese sollen demnächst in einem „Labor des Lebenden“ arbeiten, in dem sich die Wissenschaftler teilweise mit der Untersuchung neurodegenerativer Krankheiten befassen.

Einige Tage später wies eine savoyische Zeitung in einem Artikel zum gleichen Thema darauf hin, dass diese Forscher lebende Tiere, insbesondere Primaten (Lemuren) und Nagetiere, verwendeten.

Seit der Veröffentlichung dieser Artikel erhielten wir verschiedene Anrufe besorgter Privatpersonen und Verbände aus Frankreich und der Schweiz. Diese waren darüber schockiert, dass in einem neuen Zentrum Versuche an Primaten und anderen Tieren durchgeführt werden können.

Nicht allzu erstaunt stellen wir einmal mehr fest, dass Projekte, bei denen lebende Tiere eingesetzt werden, auf Unterstützung stoßen. Projekte zur Entwicklung neuer Alternativmodelle haben es in Ihrem Kanton hingegen nach wie vor schwer.

Da jedoch offensichtlich verschiedene Genfer Forschungsteams an diesen Versuchen beteiligt sind, bitten wir Sie im Rahmen der vom LIPAD¹ vorgegebenen Grenzen um folgende Informationen:

1. Werden Wissenschaftler der Universität oder des Universitätsspitals Genf tatsächlich an solchen Tierversuchen in Archamps teilnehmen? Wenn ja, um welche Forschergruppen handelt es sich?
2. Welche Tierarten werden bei diesen Versuchen eingesetzt?
3. Welche Versuche werden an den Tieren durchgeführt und sind diese in der Schweiz erlaubt?
4. Welche Auswirkungen auf die Gesundheit der Tiere werden erwartet und unter welchem Schweregrad (gemäß BVET-Richtlinien) würden die Versuche eingestuft, wenn sie in der Schweiz durchgeführt würden?

5. Werden diese Forschungsprojekte mit Unterstützung des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF), der Universität oder einer anderen öffentlichen Finanzquelle finanziert?

In den beiden ersten Fällen müssten die Forschungsprojekte gemäss den „Ethischen Grundsätzen und Richtlinien für Tierversuche“ der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften (SAMW) sowie der Akademie der Naturwissenschaften (SCNAT) erfolgen. Dies stellt sogar eine Grundvoraussetzung dar, damit ein Projekt vom SNF finanziert wird. Die Richtlinien, die dem Schreiben beiliegen, gelten für alle Schweizer Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler. Unter Punkt 5.2. heisst es: «In der Schweiz tätige Forscher lehnen es ab, Tierversuche, die der Schweizerischen Tierschutzgesetzgebung widersprechen und nach den vorliegenden Ethischen Grundsätzen und Richtlinien nicht verantwortet werden können, im Ausland durchzuführen oder sich an deren Durchführung im Ausland zu beteiligen.»

Bezüglich der Finanzierung der im Ausland durchgeführten Tierversuche ist der SNF noch klarer. So bestätigte er uns in einem Schreiben vom 16. Januar 2007:

«Der SNF kann keine im Ausland durchgeführten Projekte oder Subprojekte finanzieren, wenn diese gegen das Schweizer Gesetz verstossen (...).»

6. Nehmen wir einmal an, es seien tatsächlich Wissenschaftler der Universität oder des Spitals einbezogen. Welche Mittel wurden dann eingesetzt, um zu gewährleisten, dass die erwähnten Projekte unserer Gesetzgebung entsprechen?

7. Entspricht die Haltung dieser Versuchstiere Schweizer Recht? Wenn ja, gibt es eine Vereinbarung, die es der kantonalen Behörde - beispielsweise dem BVET - erlauben würde, sich an Kontrollen der Tierhaltung zu beteiligen?

Wenn ja, wer wird solche Kontrollen vornehmen?

8. Stammen die verwendeten Tiere und insbesondere die Primaten aus anerkannten Züchtungen? Wenn ja, aus welchen?

Für uns ist es von grösster Wichtigkeit, Garantien zum Verlauf dieser Tierversuche zu erhalten. In der Tat haben wir von einem an der Universität arbeitenden Forscher erfahren, dass vor einigen Jahren ebenfalls ein Primatenversuch hätte durchgeführt werden sollen. Infolge der von den kantonalen Behörden festgelegten Bedingungen wurde dieser aufgegeben. Besonders inakzeptabel finden wir die Tatsache, dass die durch öffentliche Beiträge unterstützten Wissenschaftler wenige Kilometer zurücklegen, um der Schweizer Gesetzgebung ein Schnippchen zu schlagen.

Wir danken Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit und grüssen Sie herzlich

In seinem «Point Presse»² vom 27. Juni nahm der Staatsrat wie folgt Stellung:

«BioPark in Archamps – Antwort an die Schweizer Liga gegen Vivisektion»

In seiner Antwort an die Schweizer Liga gegen Vivisektion zu den Tierversuchen am Standort Archamps (BioPARK) macht der Staatsrat folgende Ergänzungen:

Der BioPARK in Archamps ist als Forschungszentrum im Dienste der französischen und Schweizer Universitäten angelegt, damit die wissenschaftlichen Kenntnisse und das technische Know-how in Bezug auf Tierversuche zentralisiert werden kann.

(...) Die Regierung weist darauf hin, dass sich kein Schweizer Forscher an Versuchen in Archamps beteiligt, auch wenn im Sommer 2006 entsprechende Kontakte aufgenommen wurden. Um die Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften bemüht, ist der Staatsrat äusserst wachsam, wenn sich die Verwendung von Tieren zu wissenschaftlichen Zwecken als unerlässlich erweist.

Erfreut stellen wir fest, dass die Forscher zur Ordnung angehalten wurden. Trotzdem ist dieses Dossier für uns nicht abgeschlossen. Der Grossteil der Tierversuche hätte Ende Jahr beginnen sollen. In seiner äusserst diplomatischen Antwort kündigte der Staatsrat im Juni keinesfalls den endgültigen Rückzug der Schweizer Wissenschaftler an. Er teilte nur mit, dass sich zu diesem Zeitpunkt keiner der Forscher am Projekt beteilige. Wir bleiben deshalb wachsam und werden die Aktivitäten in Archamps genau prüfen.

Der Vorstand

¹ „Loi sur l'information du public et l'accès aux documents“ (Gesetz zur öffentlichen Information und zum Zugang zu Unterlagen) des Kantons Genf. Die kantonale Behörde ist aufgrund dieses Gesetzes verpflichtet, über die Aktivitäten seiner verschiedenen Institutionen zu informieren.

²http://www.geneve.ch/chancellerie/conseil/2005-2009/ppresse/2007_0627.html



Die Versuche im BioPARK werden insbesondere an Mausmakis vorgenommen. Die aus Madagaskar stammenden kleinen Primaten gehören zu den Lemuren.

Presseschau

TV-Spot gegen Tierzüchter seit 1994zensuriert

Schweiz vom Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte verurteilt

Seit dreizehn Jahren weigert sich die Schweiz hartnäckig, einen Werbespot des Vereins gegen Tierfabriken (VgT) auszustrahlen. Während 55 Sekunden werden darin die Missbräuche von Tierzüchtern angeprangert. Das Ganze schliesst mit den Worten: «Essen Sie aus gesundheitlichen Gründen und im Interesse der Tiere und der Umwelt weniger Fleisch.» Ursprünglich wurde der Werbespot kreiert, um gegen die Werbekampagnen von Fleischherstellern und industriellen Metzgereien anzugehen.



Der VgT blitzte bei Publisuisse, der für Werbe- und Sponsoringangebote der Fernseh- und Radioprogramme zuständigen Stelle, ab. Diese weigerte sich, den Spot auszustrahlen, so dass der VgT seine Sache bis vor Bundesgericht weiterzog. Auch diese Instanz sprach sich für das Verbot aus und bezeichnete den Spot als „politische Propaganda“.

Anders sah dies der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte in Strassburg. Dieser stellte 2001 eine Verletzung der Meinungsfreiheit gemäss Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention (EMRK) fest und sprach dem VgT 20'000 Franken zu. Trotzdem weigerte sich die Schweiz auch weiterhin, den Spot auszustrahlen. 2002 wies das Bundesgericht die Klage des VgT erneut ab. Begründet wurde dies damit, der VgT habe keine Gründe für den Revisionsbedarf aufgezeigt.

Im vergangenen Oktober verurteilte das Gericht in Strassburg die Schweiz erneut und sprach sich gegen den „übertriebenen Formalismus“ des Bundesgerichts aus. Unter anderem wurde darauf hingewiesen, Meinungsfreiheit gehöre zu den Grundpfeilern einer Demokratie.

Nun sollte der Ausstrahlung des Spots nichts mehr im Wege stehen...

AKTIVITÄTEN DER LIGA VON JULI BIS OKTOBER 2007

Aktionen: Am 26. Juli waren Max Moret und Maja Schmid in Bern an der Einreichung der Unterschriften für die Tierschutzanwalt-Initiative des Schweizer Tierschutzes (STS) dabei. Zwei Monate später nahm Maja Schmid an einer Versammlung der Delegierten der Mitgliederverbände von VETO sowie am Parlamentarientag teil.

Zwei Angehörige der Liga vertraten diese am 18. Oktober in Bern im Rahmen einer Arbeitssitzung mit den Tierschutzmitgliedern der kantonalen Kommissionen, die Tierversuche kontrollieren (Koordination Kantonaler Tierschutz KKT).

Am 24. Oktober begaben sich Max Moret und Luc Fournier nach Lugano, um Max Molteni, den Präsidenten der ATRA (Schweizer Vereinigung für die Abschaffung der Tierversuche), und Andreas Item, Leiter der AGSTG (Aktionsgemeinschaft Schweizer Tierversuchsgegner), zu treffen. Ziel der Sitzung der drei wichtigsten Schweizer Vereinigungen gegen Tierversuche war die Planung gemeinsamer Aktionen. Wie üblich empfing die Liga in ihren Räumlichkeiten mehrere Studierende. In den meisten Fällen ging es darum, diese im Rahmen wissenschaftlicher Arbeiten gegen Tierversuche zu unterstützen.

Kongresse, Vorträge: Am 12. September nahm Maja Schmid an der Tierversuchstagung in Olten (SO) teil. Die Vorträge, die sich insbesondere mit belastenden Primatenversuchen befassten, wurden vom Schweizer Tierschutz organisiert. Wir werden in der nächsten Ausgabe unserer Zeitung darüber berichten.

Daniel, wissenschaftlicher Mitarbeiter der Liga, war am 28.-30. September an der jährlich stattfindenden Tagung der Mitteleuropäischen Gesellschaft für Alternativmethoden zu Tierversuchen (MEGAT) im österreichischen Linz dabei. In der nächsten Ausgabe unserer Zeitung wird ein Bericht über diese Tagung erscheinen.

Informationsstände und Unterschriftensammlungen: Erneut wurden verschiedene Standaktionen durchgeführt. Am 20. und 21. Oktober nahm die Liga an der Ausstellung ANIMALIA im Palais de Beaulieu in Lausanne teil. Bei dieser Gelegenheit konnten viele Unterschriften zu verschiedenen Petitionen gesammelt werden. Von Bedeutung sind insbesondere diejenige

von SOS Chats Noirague, die ein Verbot des Handels mit Hunde- und Katzenfellen in der Schweiz fordert, diejenige der ATRA gegen die Robbenmassaker und diejenige der AGSTG, die sich für ein Verbot von Primatenversuchen in der Schweiz einsetzt. Auf Anfrage verschickt die Liga gerne die verschiedenen Petitionen – diese sind sowohl in Papierform (Anzahl angeben) als auch im PDF-Format erhältlich.

Plakatkampagne: Im Sommer organisierten wir unsere Plakatkampagne gegen das Pelztragen. Die verschiedenen Plakate wurden im September gestaltet. In verschiedenen Schweizer Zeitschriften schalteten wir Inserate gegen Tierversuche.

Finanzielle Unterstützung: Jeweils zu Jahresbeginn wird an einer Vorstandssitzung über die wichtigste finanzielle Unterstützung von Schweizer Tierheimen in Not entschieden. Während dem Jahr unterstützt die Liga hauptsächlich Aktionen gegen Tierversuche. Zu erwähnen ist insbesondere die Anschaffung mehrerer Apparate, mit denen sich Tierversuche im Rahmen der Ausbildung von Chirurgen ersetzen lassen, sowie die Unterstützung von Labors, die sich ausschliesslich mit der Entwicklung neuer Alternativmodelle befassen.

Tierversuche: In unserem letzten Bericht über die Aktivitäten der Liga, der in der Juniausgabe unserer Zeitung erschien, kündigten wir drei wichtige Dossiers an, die geprüft werden. Beim ersten handelt es sich um Tierversuche im französischen Archamps. Dieses Dossier ist noch hängig (siehe Artikel auf S. 10). Ebenfalls noch offen ist die Sachlage beim Dossier zu Versuchen, die im Kanton Solothurn an Jungvögeln durchgeführt worden waren und zum Tode mehrerer Tiere führten. Aus den Unterlagen geht klar hervor, dass der Kanton verschiedene Verwaltungsverfahren ausser Acht gelassen hatte. Dies erklärt, warum die Behörden das Dossier abschliessen und die Sache ad acta legen wollten. Das dritte Dossier betrifft das neue Universitätsgesetz im Kanton Genf. Die Liga hatte ein umfassendes Dossier über dieskandalösen Praktiken dieser Institution eingereicht.

Am 1. November wurden Max Moret und Luc Fournier vorgeladen und von der Hochschulkommission befragt. Diese war vom Staatsrat mit der Erarbeitung eines Entwurfs für ein neues Universitätsgesetz beauftragt worden.



Haltung der Labortiere in Europa

Im Juni 2007 traten die neuen Anhänge zur Pflege und Unterbringung von Labortieren des „Europäischen Übereinkommens zum Schutz der für Versuche und andere wissenschaftliche Zwecke verwendeten Wirbeltiere durch die Gemeinschaft“ in Kraft. Die neuen Normen schreiben eine grössere Bodenfläche bei der Haltung von Labortieren sowie eine Anreicherung der Käfige vor. Der durch die Haltung erzeugte Stress wird reduziert, indem den Tieren eine Beschäftigung ermöglicht und auf ihre spezifischen Bedürfnisse geachtet wird. So haben Nagetiere beispielsweise die Möglichkeit, mit Hilfe eines Blatt Papiers vor ihrer Niederkunft ein Nest zu bauen.

Obwohl die Schweiz mit den Mitgliedsstaaten des Europarates die neuen Anhänge des europäischen Übereinkommens im Juni 2006 unterzeichnete, entspricht die neue Schweizer Tierschutzverordnung (TSchV), die in den Schubladen herumliegt, nicht den europäischen Richtlinien.

Noch in den Achtzigerjahren gehörte die Schweiz zu den Vorreitern im Tierschutzbereich. Umso bedauerlicher ist es, dass unser Land mit seinen überholten Normen nun zu den Schlusslichtern Europas zählt.

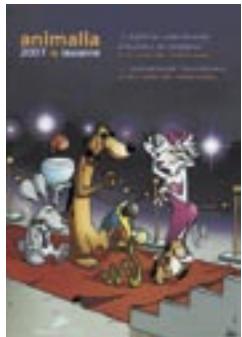
Hunde- und Katzenpelze

Am 19. Juni 2007 hiess das europäische Parlament den Bericht gut, mit dem der Handel mit Hunde- und Katzenpelzen sowie daraus hergestellten Produkten verboten wird. Der Ministerrat muss das Reglement, das am 31. Dezember 2008 in Kraft treten soll, noch verabschieden.



Tierversuche an Affen

Am 6. September reichten fünf Abgeordnete des europäischen Parlaments eine schriftliche Erklärung ein, die von 433 Abgeordneten (absolutes Mehr 393 Abgeordnete) unterzeichnet worden war. Darin verlangten sie „mit hoher Dringlichkeit die Abschaffung der Verwendung von in der Natur eingefangenen Primaten für wissenschaftliche Versuche“. Ebenso soll „ein genauer Zeitplan erstellt werden, um die Primaten im Rahmen von Versuchen zu ersetzen, bei denen Alternativen bestehen.“



animalia

Wie wir in der letzten Ausgabe unserer Zeitung bereits berichtetet, führte die Liga anlässlich der Ausstellung ANIMALIA, die am 20./21. Oktober 2007 im Lausanner Palais de Beaulieu stattfand, eine Standaktion durch. Unser Stand wurde eigens auf diese

Veranstaltung ausgerichtet. Wir nutzten die Gelegenheit, um die Entwicklung von Alternativmethoden zu erläutern und einige synthetische Modelle (1) auszustellen, mit denen sich Tierversuche bei der Ausbildung von Chirurgen ersetzen lassen. Am Computer (2) konnte zudem 3D-Software ausprobiert werden, mit der Tiere auf virtuelle Weise seziert werden können.

Weltweit greifen immer mehr Universitäten zu solchen Methoden, um Tiere bei praktischen Versuchen auf einfache Weise zu ersetzen. Mit dem neuen Tierschutzgesetz sollte es – bis anhin nur – in der Schweiz möglich sein, sich gegen derart absurde und überholte Experimente zu stellen. Künftig sollte die Liga diese Software den Universitäten nicht mehr „anbieten“ müssen oder sie selber bezahlen, damit sie grosszügigerweise verwendet wird. Das neue Gesetz sollte es uns vielmehr ermöglichen, «NEIN» und «Kaufen Sie die Software selbst!» zu sagen.

Insgesamt gesehen fiel die Bilanz der beiden Tage positiv aus. Die Ausstellung ermöglichte es uns, zu informieren und auf die Besucherinnen und Besucher einzugehen. Unzählige Male fand ein Meinungs- und Erfahrungsaustausch statt. Es ist somit gut denkbar, dass sich die Liga künftig noch vermehrt an solchen Veranstaltungen beteiligen wird.



Präsident Max Moret, Vizepräsident Luc Fournier und Vorstandmitglied Emmanuel Broillet (foto) waren am Stand anwesend, um die Besucherinnen und Besucher zu informieren und ihre Fragen zu beantworten. Zahlreiche Mitglieder der Liga kamen kurz vorbei und ermutigten uns, unsere Aktionen fortzusetzen. All diese Gesten wurden sehr geschätzt.



(1) In einem DVD wurde gezeigt, welche chirurgischen Operationen mit dieser in einer Vitrine ausgestellten PVC-Ratte vorgenommen werden können



Dieser neue Stand, der leicht abgebaut und gelagert werden kann, wurde von den Ligamitgliedern in Freiwilligenarbeit ausgedacht und aufgestellt. Abgesehen von den Druckkosten für die Ausstellungsschilder musste die Liga nur das zum Stand gehörende Material finanzieren



Tierversuchsstatistik 2006

„Tierversuchsstatistik 2006: stabile Tierzahlen“ kündigte das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) in seiner Pressemitteilung vom 6. September an (siehe S. 26 der Zeitung). Verschiedene Journalisten waren zu faul, diese Zahlen genau zu überprüfen, und übernahmen die Aussage völlig unreflektiert. Am nächsten Tag war deshalb in den Tageszeitungen zu lesen: „*Tierversuche in der Schweiz: Zahlen sind gleich geblieben.*“

Normalerweise wird unter Stabilität ein konstanter, gleich bleibender Zustand verstanden. Für das BVET scheint dies nicht zu gelten, bezeichnete es doch eine Zunahme von 1,7% (+12'000 Tiere) in der Schweiz als Stabilität. Stabil war in den letzten fünf Jahren insbesondere die ständige Zunahme der für Versuche verwendeten Tiere. Mit 716'000 Tieren im Jahr 2006 sind wir zu den Zahlen der Jahre 1995/96 zurückgekehrt.

Wie schon in den Jahren zuvor kündigte das BVET erneut an: „Für Kosmetika wurden auch 2006 keine Tiere eingesetzt.“ Wiederum wurde die gute Nachricht von zahlreichen ehrlichen Journalisten verbreitet. Angesichts der Tatsache, dass solche Tests in Europa seit vielen Jahren verboten sind, wäre es ja noch schöner, wenn die Schweiz da eine Ausnahme machen würde. Schon seit langem ist jedoch bekannt, dass nicht die Kosmetika selber, sondern vielmehr ihre Inhaltsstoffe an Tieren getestet werden. Dieser Unterschied ist massgebend. Während die EU nämlich alle Tierversuche für Substanzen verboten hat, die einem kosmetischen Zweck dienen, können solche Versuche in der Schweiz auch weiterhin durchgeführt werden. Folgerichtig

müsste das BVET bei der Veröffentlichung der Zahlen im Jahr 2009 ankündigen: „Wie schon 2008 wurden auch dieses Jahr alle neuen Substanzen, die für die Herstellung von Kosmetika verwendet wurden, in der Schweiz getestet. In Europa ist ein solches Vorgehen verboten.“

Eine positive Note

Jedes Jahr liefert das BVET die ständig gleiche Abfolge nackter Zahlen und veröffentlicht so genannte transparente Rubriken, die nichts über die tatsächlich von Tieren erlittenen Versuche aussagen. Trotzdem ist den Statistiken eine positive Note zu entnehmen: „Einem deutlichen Wachstum in der Grundlagenforschung (+8%) steht eine Abnahme in der angewandten medizinischen Forschung gegenüber (-4%).“

Grundlagenforschung wird in der Schweiz hauptsächlich an den Universitäten oder Technischen Lehranstalten (Forschung an öffentlichen Instituten) betrieben. Im Wesentlichen geht es für die Wissenschaftler darum, Hypothesen zu testen. Diese landen im schlimmsten Fall in einer Schublade

und werden im besten Fall in einer der zahlreichen wissenschaftlichen Publikationen verwendet. Die ständig zunehmende Zahl der Versuchstiere erstaunt nicht weiter, beteiligt sich doch (fast) jedes Labor an der Züchtung oder Herstellung transgener Tiere. Deren zahlreiche Linien sind um jeden Preis zu erhalten, da sie „für die Wissenschaft von grundlegendem Interesse sind“. Dafür aufkommen muss der Steuerzahler. Die zweifelhaften Praktiken in Frage zu stellen, scheint derzeit kein Thema zu sein. Ermutigend ist hingegen die rückläufige Zahl der in der angewandten medizinischen Forschung (hauptsächlich in Labors oder bei privaten Pharmagesellschaften durchgeführte Versuche) verwendeten Tiere. Sie beweist, dass Alternativmethoden von den Forschungslabors nicht mehr einfach ignoriert werden. Die in den letzten Jahren in diesem Bereich erzielten Fortschritte haben zur Folge, dass solche Methoden zu unerlässlichen Instrumenten bei der Untersuchung von Krankheiten und der Auswahl neuer therapeutischer Moleküle werden. Die Modelle sind billiger als Tierversuche und liefern zuverlässigere Antworten. Schliesslich hat der Mensch biologisch gar nicht so viel mit diesem blöden „Tiermodell“ gemeinsam. Dank Alternativmethoden wird es möglich sein, die stumpfsinnigen Praktiken der Tierversuche einst völlig abzuschaffen.

Der Redaktionsvorstand

Einreichung der Tierschutzanwaltinitiative

Am 26. Juli dieses Jahres reichte der Schweizer Tierschutz (STS) bei der Bundeskanzlei in Bern rund 148'294 Unterschriften für seine Tierschutzanwaltinitiative ein. Von der Liga, welche die Initiative aktiv unterstützt hatte, waren Max Moret und Maja Schmid anwesend. Vertreten waren auch zahlreiche weitere Tierschutzverbände, die ebenfalls ein Jahr lang Unterschriften gesammelt hatten.

Der STS erinnerte bei dieser Gelegenheit an die Fakten und plädierte für die Ernennung eines Tierschutzanwalts, wie es ihn im Kanton Zürich bereits seit fünfzehn Jahren gibt.

„Auch weiterhin werden Tiere getötet, gequält, misshandelt und rücksichtslos ausgesetzt, ohne dass sich die Schlächterinnen meisten Fällen Sorgen machen müssten. Wenn ein solches Verbrechen trotzdem zu einer Verurteilung führt, haben die Verantwortlichen mit lächerlichen und in keiner Weise überzeugenden Haftstrafen zu rechnen. Die anhaltenden Verstösse gegen das Tierschutzgesetz

können nicht länger hingenommen werden. All diejenigen, die Tiere misshandeln, können sich einen Verteidiger nehmen. Die Tiere, denen das Fell abgezogen wurde, werden hingegen von niemandem vor Gericht vertreten.“

Die Ernennung eines Tierschutzanwalts war im Rahmen der Einführung einer neuen Strafprozessordnung vorgesehen. Diese Verfügung wurde aber im Nationalrat von einer schwachen Mehrheit abgelehnt. Die Initiative wird nun zur Abstimmung gelangen und das Volk wird darüber entscheiden können.

Die Ligabeteiligung an der Unterschriftensammlung, indem sie die Initiative auf ihrer Website veröffentlichte und auf den Strassen Standaktionen dur-

chführte. All denjenigen, welche die Initiative unterschrieben haben - Mitgliedern der Liga, Leserinnen und Lesern sowie jene, die per Zufall an unserem Stand vorbeigekommen sind – danken wir ganz herzlich für ihre Bemühungen. Wir werden oft gefragt, ob solche Unterschriftensammlungen überhaupt etwas nützen. In diesem Fall kann die Frage eindeutig mit Ja beantwortet werden.

Der Redaktionsvorstand



Präsident Max Moret



Patenschaft für Jungfuchse

„Stellen wir uns einen grossen Besitz am ufer eines Sees in der Westschweiz mit einem grossen Garten mit zahlreichen Bäumen vor. Der Besitzer lebt in Einklang mit der Fauna und seiner Umwelt. Er lässt es zu, dass eine Füchsin an einer Böschung ihren Bau bezieht. Er beobachtet sie gerne. Sie hat dies verstanden und fühlt sich in Sicherheit. Im Frühling strecken lauter kleine Fuchse ihre Nase aus dem Bau. Der Besitzer darf sich ihnen nähern und sie anschauen. Das ist schön.

Im Mai findet der Mann auf seiner Terrasse plötzlich lauter kleine Fuchse, die noch nicht abgestillt wurden. Er versteht die Welt nicht mehr und geht auf die Suche nach der Mutter. Diese befindet sich nicht in ihrem Bau. Sie liegt etwas weiter unten – von einem Auto überfahren. Das Tier ist tot.

Was tun? Die jungen Fuchse haben begriffen, dass es der Mann gut mit ihnen meint. Er möchte nicht, dass sie getötet werden. Ein Tier ist bereits gestorben und die anderen befinden sich in keinem guten Zustand. Der Mann telefoniert überall herum und findet schliesslich eine Familie, welche die Fuchse zumindest vorübergehend versorgen kann. Es klappt – die Kleinen wärmen sich auf, werden mit dem Fläschchen ernährt und erlangen neue Kräfte. Nach einigen Tagen werden sie kräftiger und verbringen die meiste Zeit damit, draussen zu spielen. Sofort stellt sich die Frage, ob sie freigelassen werden sollten. Sie würden jedoch nicht lange überleben. Was für eine Lösung wäre sonst noch denkbar? Nach langem Suchen erklärt sich der Zoo de la Garenne einverstanden, die Jungtiere aufzunehmen.

Alle atmen auf. Wenn es nach der Vernunft gegangen wäre, hätte man die kleinen Fuchse töten müssen. Aber wer hätte schon so etwas übers Herz gebracht? Ein Kleines in den Armen zu halten und es zu wärmen, ist ein wunderbares Gefühl. In der Folge lassen sich sogar Grenzen zwischen Mensch und Tier überwinden.

Die Tiere wissen das. Wenn sie solche Not antreffen, geben sie ihr Bestes. Dies zeigt die Geschichte von Mowgli deutlich.“



Diese Nachricht haben wir von einem langjährigen Mitglied der Liga erhalten. Der Vorstand hat sich in der Folge bereit erklärt, eine Patenschaft für die kleinen Fuchse im Zoo de la Garenne zu übernehmen. Dank

Ihren Spenden konnte ein geräumiges und bequemes Gehege eingerichtet werden. Wir wünschen den Jungtieren alles Gute. Sie werden vielleicht nie die Freiheit kennen lernen. Aber sie werden mit Sicherheit nicht von einem Auto überfahren wie ihre Mutter oder gnadenlos abgeknallt wie viele ihrer Artgenossen.

Der Vorstand



«Für eine neue Verordnung, welche die Tiere wirklich respektiert und schützt»

Beteiligen Sie sich an unserer Unterschriftenaktion

Die neue Tierschutzverordnung (TSchV) sorgt noch immer für heftige Diskussionen (siehe Ausgaben Nr. 13 und 16 unserer Zeitung). **Eigentlich hätte sie zusammen mit dem neuen Tierschutzgesetz (TSchG) Anfang 2008 in Kraft treten sollen. Nun macht es den Anschein, dass sie nicht vor dem nächsten Sommer verabschiedet werden kann. Die neuen Bestimmungen, die einen besseren Schutz der Tiere ermöglichen, werden von Züchtern und Wissenschaftlern vehement bekämpft.**

Die neue Verordnung legt fest, welche Tierhaltung in den nächsten zwanzig Jahren gelten soll. Wenn wir einen widersinnigen Gesetzestext verhindern wollen, der eine archaische Tierhaltung auf unseren Bauernhöfen und in den industriellen Zuchtbetrieben sowie völlig überholte und auf undurchsichtige Weise vollzogene Tierversuche zulässt, müssen wir uns beim Bundesrat Gehör verschaffen. Helfen Sie uns mit!

Am Schluss dieser Zeitung haben wir noch einmal den Brief abgedruckt, den wir bereits im Dezember 2006 veröffentlichten. Dieser soll an Bundesrätin Doris Leuthard geschickt werden, die für die neue Verordnung zuständig ist.

Schicken Sie den Brief mit Name und Adresse (oben rechts) sowie Unterschrift versehen umgehend an seinen Empfänger.



Neue Kampagne der Liga gegen das Pelztragen

Zum Zeitpunkt, da diese Zeitung erscheint, haben Sie auf den Strassen vielleicht bereits unsere neuen Plakate gesehen. Nach dem Erfolg unserer Aktion „Nur MONSTER tragen noch PELZ“ im letzten Winter hat der Vorstand beschlossen, dieses Jahr den gleichen Slogan mit dem gleichen Bild zu verwenden. Das an rund 800 Standorten in der ganzen Schweiz angebrachte Plakat (90x128 cm) wird vom 19. November bis am 25. Dezember 2007 zu sehen sein.

Sonderaktion gegen das Pelztragen in Genf

Ein grosszügiger anonymer Spender / eine grosszügige anonyme Spenderin hat der Schweiz CHF 150'000.- für eine Plakatkampagne gegen das Pelztragen vermacht. Einzige Bedingung war, dass diese Kampagne nur auf den Kanton Genf ausgerichtet ist.

Der Vorstand hielt im Sommer mehrere Sitzungen ab, um die Verwendung der Spende zu beschliessen und das Konzept der Kampagne auszuwählen. Nach eingehender Diskussion entschied man sich für eine Themenkampagne. Drei verschiedene Plakate mit dem Slogan «**Das ist Pelz**» weisen auf die verschiedenen Methoden hin, mit denen Tieren die Haut abgezogen wird: Fallenstellen, Jagd und Züchtung. Die Plakate im Format F12 (270x128) wurden an rund 130 Standorten



angebracht. Sie enthielten auch die kurze Erklärung «**Pelz ohne Leiden gibt es nicht.**» Diese straf die Aussagen der Pelzhändler Lügen, die sich für ihr archaisches Tun zu rechtfertigen versuchen. Das Plakat «**Nur MONSTER tragen noch PELZ**» wird in diesem Kanton ebenfalls eingesetzt. Im F4-Format gehalten, wurde es an rund 600 Standorten und in 80 öffentlichen Verkehrsmitteln (Bus und Tram) angebracht und wird in allen Kinos gezeigt. Am Schluss ist jeweils der Slogan zu sehen.

Der Vorstand dankt dem grosszügigen anonymen Spender / der grosszügigen anonymen Spenderin ganz herzlich. Die verschiedenen Plakate wurden gratis gestaltet. Die verwendeten Fotos wurden uns von der kanadischen Vereinigung Fur-Bearer Defenders (www.furbearerdefenders.com) sowie der französischen Vertretung des IFAW (www.ifaw.org) freundlicherweise zur Verfügung gestellt. Diesen sei herzlich dafür gedankt.

Wir können dem grosszügigen Spender / der grosszügigen Spenderin versichern, dass die Spende ausschliesslich für den Druck der Plakate und die Kosten für das Anbringen derselben verwendet wurde.

Begleittexte zu den Plakaten E12

Plakat Nr. 1

Egal, was die Pelzhändler und ihre Anhänger sagen – Pelz bedeutet immer Folter.

Auch wenn uns die Pelzindustrie gerne vom Gegenteil überzeugen möchte, eine respektvolle Haltung von Pelztieren gibt es nicht und kann es nicht geben.

Man darf sich nicht von den Labels der so genannten Qualitätspelze täuschen lassen. Die Händler werfen uns gerne vor, wir würden alte Fotos verängstigter Tiere in kleinen Käfigen mit Gitterstäben zeigen. Sie selber können aber nicht mit Fotos von Tieren aufwarten, die sie ihren Bedürfnissen entsprechend aufzuziehen behaupten. Dies ganz einfach deshalb, weil es solche «Modellfarmen» gar nicht gibt.



Plakat Nr. 2

Plakat Nr. 2
In Grönland werden jedes Jahr Hunderttausende von Robben durch Knüppel getötet oder gezielt abgeschossen. Wenn die Tiere Glück haben, sterben sie sofort – ansonsten erliegen sie erst nach einem langen Todeskampf. **95% der massakrierten Tiere sind weniger als drei Monate alt.**

2006 importierten die europäischen Staaten für mehrere Millionen Euro Rohöl, Kohle und Erdgas aus Saudi-Arabien.

Robbenpelze und Produkte mit Omega-3-Ol.
In Holland, Belgien und Kroatien ist der Handel mit Produkten, die aus Robben hergestellt werden, bereits verboten.



Liste der nicht an Tieren getesteten Kosmetika

Im Schweizer Handel erhältliche Produkte

Das Jahresende steht bevor und die Zeit der Geschenke nähert sich. Möglicherweise haben Sie beschlossen, Ihre Lieben mit Kosmetika zu überraschen. Sollte dies der Fall sein, haben Sie sich hoffentlich für Produkte entschieden, die nicht an Tieren getestet wurden. Die Ende 2005 vollständig überarbeitete und regelmässig aktualisierte «Liste der nicht an Tieren getesteten Kosmetika» stellt eine wertvolle Orientierungshilfe dar.

Die auf unserer Liste aufgeführten Hersteller verpflichten sich:

- weder ihre Endprodukte noch deren Bestandteile an Tieren zu testen

Unsere neue Liste umfasst derzeit folgende 36 Labors (und Marken):

ALMAWIN, BIOAROMES, BÖRLIND, BRT, CALLYOPE, CATTIER DISLAB, CENTIFOLIA, COMPTOIRDESLYS, Laboratoire ALVEND, COMPTOIRPROVENCAL DES ARGILES, COOP (NATURALINE, BELDAM, TONGA), ESTEE LAUDER, FARFALLA ESSENTIALS, GERDA SPILLMANN, (Laboratoire) HOLISTICA International, KART SA, LA PHOCEENNE, LICHTSTEINER COSMETICS, LI COSMETIC, L'OCCITANE, LOGONA NATURKOSMETIK, LOUIS WIDMER, MARTINA GEBHART NATURKOSMETIK, MELISANA (BIOKOSMA), NACOS NATURAL BEAUTY, NEWAYS, NUXE, PRIMAVERA LIFE, PROVIDA, RENTSCH HANDEL, SANOFLORE, SAINT CLOU COSMETICS, THE BODY SHOP (information importante : a été racheté par L'OREAL, voir notre article dans le journal de septembre 2006), TRYBOL, WALA, WALTER RAU, WELEDA.

- keine anderen Labors mit solchen Tests zu beauftragen
- in ihren Produkten keine Substanzen zu verwenden, die in den letzten fünf Jahren an Tieren getestet wurden

Das vollständige Dossier mit der Liste kann gratis bei der Liga bezogen werden. Es liefert folgende Informationen:

Vertriebsorte in der Schweiz und Art von Verkaufsstellen, an denen die Kosmetika verkauft werden (Supermarkt, Apotheke, Bioladen usw.), Anwendungsbereich (Hauhalt, Tierhygiene usw.), Verwendung von Substanzen tierischen Ursprungs oder chemische Bestandteile usw.

INFO SLGV

Leserbriefe

Was ist wahre Tierliebe?

Viele von Ihnen haben uns ihre Meinung zu diesem heiklen Thema mitgeteilt. Ihre oft handgeschriebenen Briefe werden von uns in den Computer eingegeben und von der nächsten Ausgabe dieser Zeitung an (Erscheinungsdatum März 2008) laufend publiziert. Infolge Platzmangels werden wir nicht alle Schreiben veröffentlichen können. Unser herzlicher Dank gilt aber jetzt schon allen Leserinnen und Lesern, die uns ihre Meinung mitgeteilt haben.

Sinn und Zweck der Jagd

In dieser Ausgabe wollten wir ursprünglich ein Dossier zum Umgang mit der Fauna im Allgemeinen sowie im Kanton Genf (Jagdverbot seit 1974) im Besonderen veröffentlichen, das diese Frage teilweise beantwortet. Infolge Platzmangels wird das Dossier jedoch in einer unseren nächsten Ausgaben erscheinen.

► Wir suchen

Eine Person, welche in der kantonalen Kommission für Tierversuche des Kantons Waadt einen Sitz hat. Diese Arbeit beansprucht mehrere Stunden pro Monat und wird von den Kantonen gemäss den geltenden Tarifen entlohnt.

Wichtig: Interessenten müssen über eine wissenschaftliche Ausbildung verfügen. Sollten Sie sich angesprochen fühlen oder Fragen haben, wenden Sie sich an das Büro unserer Liga.

Kantonale Tierversuchskommission:

Gemäss Artikel 18 des Tierschutzgesetzes muss jeder Kanton, der Bewilligungen zur Durchführung von Tierversuchen erteilt, eine Tierversuchskommission bestellen.

Dieser von der Bewilligungsbehörde unabhängigen Kommission gehören Vertreter der Wissenschaft sowie von Tierschutzorganisationen an.

Zu ihren Aufgaben gehört:

- die Untersuchung sämtlicher Protokolle zu Tierversuchen, welche einer Bewilligung unterstellt sind
- die Durchführung unerwarteter Kontrollen der Versuchstierhaltungen und Labors sowie die Überwachung des Ablaufs der Tierversuche

Es ist sehr wichtig, dass Vertreter von Tierschutzorganisationen diesen Kommissionen angehören, da so gewährleistet ist, dass sämtliche Versuche zumindest im Rahmen des – äusserst laschen – Gesetzes durchgeführt werden.

Auf diese Weise ist es auch möglich, die Aktivitäten in den Labors zu kontrollieren und den Behörden gegebenenfalls Unrechtmässigkeiten zu melden.

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuchs. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen.

Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig.

Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Edypress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 gm2 **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wacht **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 **admin@lscv.ch** - www.lscv.ch **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6**

Wir sind telefonisch erreichbar von 9 bis 12 Uhr und von 14 bis 17 Uhr und in den folgenden Sprachen: Französisch von Montag bis Freitag den ganzen Tag; Deutsch jeweils vormittags Montag bis Donnerstag; Italienisch Dienstag und Donnerstag nachmittags und am Freitag den ganzen Tag.





Editoriale

Cari soci, care lettrici e cari lettori,

Ecco un altro anno che finisce, e come sempre ritorna lo stesso interrogativo: Cosa è cambiato per la protezione degli animali? Ci sono state meno atrocità perpetrare contro di loro? Le nostre azioni sono state vane o sono servite a qualcosa?

In generale possiamo rispondere senza esitazione che sono state utili. Anche se non abbiamo l'impressione che la situazione evolva positivamente, è un dato scontato che senza associazioni di protezione degli animali capaci di mantenere la pressione sulle nostre autorità ed eletti politici, la situazione sarebbe ben peggiore! Il timore degli scandali e delle agitazioni delle nostre autorità fanno sì che le persone responsabili di maltrattamenti contro gli animali sono sempre più spesso punite, allorchè ancora pochi anni fa, potevano agire quasi impunemente.

Per quanto riguarda la nostra lotta contro la sperimentazione animale, anche se ci succede talvolta di scoraggiarci di fronte alle proporzioni del problema e del nostro coinvolgimento, il bilancio del 2007 si rivela piuttosto positivo e ci incoraggia a proseguire le nostre azioni.

In proposito, possiamo citare l'orientamento positivo dell'Unione europea in favore dello sviluppo dei metodi alternativi, che per noi è fonte di grande soddisfazione. A nostro parere, è soprattutto grazie a questi nuovi metodi che un giorno riusciremo ad abolire la vivisezione. L'animale non è un buon modello di ricerca per la medicina umana. Oggi, soltanto alcuni vecchi scienziati completamente superati negano questa evidenza. Ma contrariamente allo scorso decennio, pochi scienziati oggi escludono la possibilità di trovare un giorno un'alternativa definitiva all'utilizzazione di animali vivi. Le recenti elaborazioni di colture di cellule o tessuti umani lasciano intravedere la possibilità che un giorno sia possibile sviluppare organi più complessi. Questa situazione spiega perché gli ambienti scientifici non dichiarano più "è impossibile" ma "sarà difficile". Constatare questo cambiamento di mentalità in studiosi condizionati per tutto l'iter formativo e convinti che la dissezione degli animali consentirà di salvare l'umanità – è un immenso progresso!

Teniamo inoltre a citare le normative più restrittive in materia di sperimentazioni animali o detenzione di animali, la cui entrata in vigore è prevista in un futuro molto prossimo, nell'UE, compresa la Svizzera. Se l'abolizione della sperimentazione animale è il nostro obiettivo principale, qualsiasi misura volta a migliorare immediatamente la sorte degli animali nei laboratori sarà benvenuta.

In questa fine del 2007, possiamo dunque affermare che la lotta è tuttora lungi dall'essere vinta ma prosegue nella direzione giusta.

Ancora una volta, teniamo a ringraziarvi di cuore per il vostro incessante e fedele sostegno morale e finanziario, senza il quale non potremmo portare avanti il nostro operato.

Il Comitato

► Sperimentazione animale in Svizzera

Nessun finanziamento pubblico per gli esperimenti sugli animali all'estero

Scienziati delle università dei cantoni di Ginevra e Vaud pensavano di poter fare i loro esperimenti in perfetta tranquillità dall'altra parte della frontiera nei laboratori del Biopark di Archamps, in Francia: è andata male. Denunciati dalla Lega, questi scienziati resteranno finalmente a casa loro. Almeno per il momento.

Eppure il progetto di collaborazione tra scienziati svizzeri e francesi era stato portato avanti nella massima discrezione. Persino la stampa romanda si guardava bene dal parlare di sperimentazioni animali, preferendo allusioni più poetiche tipo "laboratorio del vivente". La stampa francese, dal canto suo, annunciava senza complessi l'allestimento di questo nuovo laboratorio dedicato alla sperimentazione animale. Avvertiti dai nostri amici del rifugio della speranza a Arthaz, nella Francia limitrofa, abbiamo scoperto il vero obiettivo di questo progetto. Dopo qualche ricerca, è emerso chiaramente che la partecipazione delle nostre università a questi esperimenti sarebbe diventata una realtà nel più totale disprezzo per le prassi autorizzate. È in questo senso che abbiamo scritto al Consiglio di Stato di Ginevra a due riprese, il 28 marzo ed il 14 maggio 2007 :

« Oggetto: Sperimentazioni animali / Collaborazione di scienziati ginevrini con il futuro Istituto BioPARK

Egregio Presidente,
Egregi Consiglieri di Stato,

La "Tribune de Genève" del 24 novembre scorso ha sottolineato la presenza del Presidente del Consiglio di Stato al momento della posa della prima pietra del « BioPARK », installato a Archamps in Francia. L'articolo citava diversi progetti di ricerche con la partecipazione di 15 ricercatori di Ginevra ed alcuni di Losanna, che saranno prossimamente chiamati a lavorare in un « laboratorio del vivente » dedicato in parte allo studio delle malattie neurodegenerative. Un articolo pubblicato su un giornale della Savoia qualche giorno dopo, dedicato allo stesso argomento, precisava l'utilizzazione da parte dei ricercatori, di animali vivi, segnatamente primati (lemuri) e roditori.

Dalla pubblicazione degli articoli citati, riceviamo un certo numero di chiamate, sia dalla Francia che dalla Svizzera, di privati ed associazioni, scandalizzati che esperimenti su primati ed altri animali possano svilupparsi in un nuovo centro.

Anche se non molto sorpresi, siamo comunque alquanto delusi di constatare che ancora una volta sono incoraggiati progetti che utilizzano animali vivi mentre progetti volti a sviluppare nuovi modelli alternativi possono svilupparsi in un nuovo centro.

Tuttavia, poichè sembra appurato il coinvolgimento di diversi gruppi di ricerca ginevrini, vorremmo ottenere, entro i limiti fissati dalla LIPAD¹, le informazioni seguenti:

1. Studiosi dell'Università o dell'Ospedale cantonale universitario parteciperanno veramente a sperimentazioni animali presso il Centro di Archamps ?

Se sì, di quali gruppi di ricerca si tratta ?

2. Quali specie di animali saranno utilizzate per questi esperimenti ?

3. Quali esperimenti saranno praticati sugli animali, e sarebbero autorizzati in Svizzera ?

4. Quali effetti sono attesi sulla salute degli animali, e se questi esperimenti si svolgessero nel nostro paese, in quali gradazioni

sarebbero classificati (secondo le direttive OVF)?

5. Questi progetti di ricerca sono finanziati con il sostegno del Fondo Nazionale della Ricerca Scientifica (FNS), dell'Università o altre fonti di finanziamento pubblico?

Nei primi due casi, i progetti di ricerca devono adempiere ai «Principi d'etica e direttive per la sperimentazione animale» emanate dall'Accademia svizzera di Scienze Mediche (ASSM) e dall'Accademia svizzera di Scienze Naturali (SCNAT). Si tratta anzi di una condizione di finanziamento da parte del FNS.

Tali direttive, di cui allegiamo una copia alla presente, si applicano a tutti gli scienziati svizzeri ed indicano, segnatamente al punto 5.2:

«Gli scienziati in attività in Svizzera si sforzano di non svolgere né partecipare all'estero ad esperimenti che contravverrebbero alla legislazione svizzera sulla protezione degli animali e che sarebbero indifendibili alla luce dei presenti principi e direttive».

Quanto al finanziamento di sperimentazioni animali svolte all'estero, il FNS è ancora più chiaro poiché nella sua lettera del 16 gennaio 2007, ci ha affermato:

«Il FNS non può finanziare progetti o sottoprogetti portati avanti all'estero, se sono contrari al diritto svizzero (...).»

6. Se sono coinvolti studiosi dell'Università o dell'ospedale, quali mezzi sono stati posti in opera per garantire che i progetti citati siano conformi alla nostra legislazione?

7. La detenzione degli animali coinvolti nelle ricerche è conforme al diritto svizzero? Se la risposta è positiva, esiste una convenzione che consentirebbe all'autorità cantonale, per esempio l'Ufficio veterinario, di partecipare ai controlli sulla detenzione degli animali?

Se no, chi procederà ai controlli?

8. Gli animali utilizzati, segnatamente i primati, provengono da allevamenti riconosciuti?

Se sì, quali?

Ottenere garanzie sullo svolgimento di questi esperimenti sembra capitale. In effetti, abbiamo saputo da un ricercatore dell'Università, che qualche anno fa è stato abbandonato un progetto che coinvolgeva primati, a causa delle condizioni imposte dalle autorità cantonali. Sembra pertanto particolarmente inaccettabile che scienziati, con il sostegno dei contributi pubblici, percorrono qualche chilometro per sottrarsi a questa legislazione.

Ringraziando per la vostra attenzione, ed in attesa di una vostra risposta, inviamo distinti saluti.»

Nel suo "Point Presse"² del 27 giugno scorso, il Consiglio di Stato ci ha finalmente fatto avere una risposta :

« BioPark di Archamps : risposta alla Lega svizzera contro la vivisezione

Nella sua risposta alla Lega svizzera contro la vivisezione riguardo alle sperimentazioni animali sul sito di Archamps (BioPark), il Consiglio di Stato ha apportato le precisazioni seguenti.

Il BioPark di Archamps è stato ideato per diventare un polo di ricerca al servizio delle università francesi e svizzere, per centralizzare conoscenze scientifiche e know-how relativi alla sperimentazione animale.

(...) Il governo fa presente che nessun ricercatore svizzero collabora ad esperimenti a Archamps, quantunque siano stati presi contatti nell'estate 2006. Nel totale rispetto delle disposizioni legali, il Consiglio di Stato è estremamente vigilante ogniqualvolta l'utilizzazione di animali a fini scientifici si rivela indispensabile ».

Se siamo soddisfatti di sapere che questi scienziati sono stati richiamati all'ordine, non per questo il dossier è chiuso. Il più grosso delle sperimentazioni animali era previsto per la fine dell'anno. Nella sua risposta squisitamente politica, il Consiglio di Stato non ha annunciato nel giugno scorso il ritiro definitivo degli scienziati svizzeri, ma nessuno di loro collabora per il momento. Resteremo dunque vigilanti e seguiremo le attività svolte a Archamps con una particolare attenzione.

Il Comitato

¹Legge sull'informazione pubblica, che obbliga questa amministrazione cantonale a fornire informazioni sulle attività in seno alle istituzioni che le fanno capo.

²http://www.geneve.ch/chancellerie/conseil/2005-2009/ppresse/2007_0627.html



Gli esperimenti al BIOPARK saranno svolti in particolare su Microcebus. Originario del Madagascar, questo piccolo primate fa parte della specie dei lemuri

Rivista stampa

Spot TV contro gli allevamenti di animali censurato dal 1994

La Svizzera condannata dalla Corte Europea dei diritti dell'uomo

Da tredici anni, la Svizzera si ostina a rifiutare che venga trasmesso lo spot pubblicitario dell'associazione VGT. Questo spot, che per 55 secondi denuncia gli allevamenti abusivi di animali, si conclude con queste parole: «*Mangiate meno carne per la vostra salute e nell'interesse degli animali e dell'ambiente*». Inizialmente, questo spot è stato ideato per contrastare le campagne pubblicitarie dei produttori di carne ed altre macellerie industriali.



Dopo il rifiuto di Publi-suisse¹ di mettere in onda questo spot, le azioni intraprese dalla VGT per consentire ai telespettatori di vederlo, sono giunte fino al Tribunale Federale (TF), che ha difeso il divieto catalogando questa pubblicità come «*propaganda politica*».

Condannata nel 2001 per violazione del diritto di espressione, la Svizzera ha pagato i 20'000 franchi di spese giudiziarie della VGT, e continuato a rifiutare la trasmissione dello spot !

L'anno successivo, il TF ha respinto la richiesta della VGT di riesaminare il divieto sostenendo che la «*VGT non era riuscita a dimostrare in quale misura la riparazione poteva essere ottenuta soltanto tramite la revisione*».

Investita dalla VGT, la Corte europea dei diritti dell'uomo ha nuovamente condannato la Svizzera lo scorso ottobre, denunciando un «*formalismo eccessivo*» del Tribunale federale e richiamando che la libertà di espressione è uno dei pilastri della democrazia.

Questa volta, la pubblicità dovrebbe essere messa in onda...

¹ Ente che gestisce la pubblicità televisiva

ATTIVITÀ DELLA LEGA TRA LUGLIO ED OTTOBRE 2007

Azioni : Il 26 luglio a Berna, Max Moret e Maja Schmid hanno preso parte al deposito dell'iniziativa della PSA « Sì ad un avvocato per gli animali ». Sempre a Berna, Maja ha partecipato il 26 settembre ad una riunione dei delegati delle associazioni membro del VETO nonché alla giornata dei parlamentari. Due rappresentanti della Lega hanno preso parte il 18 ottobre, a Berna, ad una sessione di lavoro in cui erano riuniti i membri (della protezione degli animali) delle commissioni cantonali che controllano gli esperimenti sugli animali (KTT).

Max Moret e Luc Fournier si sono recati il 24 ottobre a Lugano (TI) per incontrare il presidente dell'ATRA Max Molteni ed il responsabile dell'AGSTG, Andreas Item. La LSCV, l'ATRA e l'AGSTG sono le principali associazioni antivivisezioniste attive in Svizzera, sicchè l'incontro aveva come obiettivo la futura organizzazione di azioni comuni.

Diversi studenti sono stati accolti nei locali della Lega. Nella maggior parte dei casi, si trattava di aiutarli a redigere un lavoro contro la vivisezione.

Congressi, conferenze: Maja ha assistito il 12 settembre alla giornata delle conferenze sulla sperimentazione animale a Olten (SO). Incentrate particolarmente sull'utilizzazione delle scimmie da parte dei laboratori, queste conferenze – di cui sarà pubblicato un resoconto nel prossimo giornale – erano organizzate dalla Protezione svizzera degli animali.

Daniel, collaboratore scientifico delle Lega, ha assistito al congresso del MEGAT per le alternative alla sperimentazione animale il 28, 29 e 30 settembre a Linz in Austria. Un resoconto del congresso sarà pubblicato sul nostro prossimo numero.

Stand informativi e raccolta di firme : diversi stand sono stati allestiti per la strada. La Lega ha inoltre partecipato il 20 e 21 ottobre all'esposizione ANIMALIA al Palais de Beaulieu di Losanna. Sono state raccolte molte firme per diverse petizioni, in particolare quella di SOS Chats Noiraigue che chiede il divieto del commercio indigeno di pelli di cani e gatti in Svizzera; quella dell'ATRA contro il massacro delle foche e quella dell'ASTG che rivendica il divieto in

Svizzera degli esperimenti sui primati. Su richiesta, l'ufficio della Lega può far pervenire le petizioni citate, in forma cartacea (precisare il numero di copie) o sotto forma di file (PDF) elettronico.

Campagna di affissione : la nostra campagna pubblicitaria contro la pelliccia è stata organizzata durante l'estate e diversi poster sono stati realizzati nel corso di settembre. Sono stati inoltre pubblicati annunci su diverse riviste distribuite in Svizzera.

Impegni finanziari : i principali aiuti concessi ai rifugi svizzeri in difficoltà sono scelti all'inizio di ogni anno nel corso di una riunione del Comitato nazionale. Nel corso dell'anno, il sostegno finanziario della Lega è principalmente attribuito ad azioni contro la sperimentazione animale. Possiamo citare l'acquisto di diversi apparecchi che consentono di sopprimere l'utilizzazione di animali vivi per la formazione dei chirurghi nonché un aiuto a laboratori esclusivamente dediti allo sviluppo di nuovi modelli alternativi.

Sperimentazioni animali : nel precedente resoconto delle nostre attività, pubblicato sul giornale di giugno, abbiamo citato tre dossier in fase di studio: il primo relativo alle sperimentazioni animali in Francia sul sito di Archamps. Per il momento è in sospeso (v. l'articolo a pag. 18). Il dossier relativo agli esperimenti effettuati su giovani uccelli e che hanno provocato la morte di molti di essi nel cantone di Soletta, è tuttora in corso. Alla luce dei diversi elementi raccolti, sembra chiaro che certe procedure amministrative non sono state rispettate dal cantone, il che spiega indubbiamente la volontà delle autorità di seppellire questo dossier e di archiviare la denuncia. Il terzo dossier riguardava la nuova legge sull'Università di Ginevra. In seguito alla trasmissione di un dossier completo agli eletti politici di questo cantone, sulle prassi scandalose di questo istituto, Max e Luc sono stati convocati il 10 novembre per essere ascoltati dalla commissione dell'insegnamento superiore, incaricata dal Consiglio di Stato di elaborare un nuovo progetto di legge sull'università.



Detenzione degli animali di laboratorio in Europa

I nuovi allegati della « Convenzione europea sulla protezione degli animali vertebrati utilizzati a fini sperimentali » relativi alle cure ed alle condizioni di vita degli animali di laboratorio, sono entrati in vigore nel giugno 2007. Queste nuove disposizioni impongono ai laboratori di prevedere superfici superiori per la detenzione degli animali e rendono obbligatorio l'arricchimento delle gabbie. L'arricchimento consente tra l'altro di ridurre lo stress generato dalla detenzione fornendo un'occupazione o consentendo di esprimere bisogni specifici (per esempio l'aggiunta di un pezzo di carta che consente ai roditori di costruire un nido prima della figliatura).

Con una nuova ordinanza sulla protezione degli animali (OPA) che stenta ad uscire dai cassetti, la Svizzera – che aveva ratificato questi nuovi allegati insieme a tutti gli Stati membri del Consiglio d'Europa nel giugno 2006 – si ritrova oggi con una OPA non conforme alle direttive europee. È increscioso che la Svizzera – paese progressista in materia di protezione degli animali fin dagli anni '80 – sia oggi in coda al plotone europeo nell'adeguamento di normative superate.

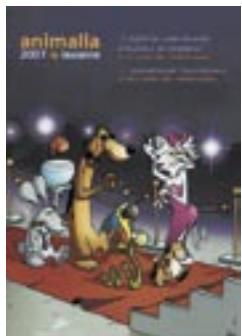
Pelliccia di cane e di gatto

Il Parlamento europeo ha approvato, il 19 giugno 2007, il rapporto di regolazione che vieta il commercio di pelliccia di cane e di gatto, compresi i prodotti derivati. Il Consiglio dei Ministri deve adottare ufficialmente questo regolamento la cui entrata in vigore è prevista il 31 dicembre 2008.



Sperimentazione animale sulle scimmie

Con il sostegno di 433 deputati (maggioranza a 393 firme), il Parlamento europeo ha adottato il 6 settembre una dichiarazione scritta presentata da cinque deputati, che chiede « di abolire con urgenza prioritaria l'utilizzazione di primati catturati allo stato brado per esperimenti scientifici » e « di allestire un calendario preciso per sostituire i primati negli esperimenti per i quali esistono alternative ».



animalia

Sul nostro precedente giornale, avevamo annunciato che la Lega avrebbe allestito uno stand all'esposizione ANIMALIA al Palais de Beaulieu di Lausanne, il 20 e 21 ottobre 2007.

Il nostro nuovo stand è stato appositamente progettato ed allestito per questa esposizione. Abbiamo presentato lo sviluppo dei metodi alternativi ed esposto diversi modelli di sintesi (1) che consentono di sostituire gli animali per la formazione dei chirurghi. Era inoltre possibile, su computer (2), provare diversi software tridimensionali che consentono dissezioni « virtuali ». Un numero crescente di università nel mondo li utilizzano per sostituire gli animali nelle esercitazioni di lavori pratici. Tranne in Svizzera, per il momento: la nuova legge sulla protezione degli animali dovrebbe consentirci di opporci a questi esercizi assurdi e superati. Dunque per la Lega non si tratterà più soltanto di « proporre » questi software alle università, né di doverli pagare prima di « regalarli » a queste istituzioni che generosamente le accettavano ! La legge ci permetterà di dire « No » e soprattutto : « Comprateveli voi ! »

In generale, il bilancio di queste due giornate di manifestazione è stato molto positivo, in quanto ci hanno consentito di svolgere un vero lavoro informativo e la disponibilità dei visitatori ha contribuito a numerosi scambi di vedute ed esperienze. È dunque molto probabile che in futuro la Lega si coinvolga maggiormente in questo tipo di manifestazioni.



Max Moret, Presidente della Lega, Luc Fournier Vice-presidente e Emmanuel Broillet (foto), membro del Comitato, erano presenti sullo stand per informare e rispondere alle domande dei visitatori. Numerosi soci della Lega si sono recati sullo stand ed i loro incoraggiamenti a proseguire le nostre azioni sono stati molto apprezzati!



(1) Un DVD proiettava i diversi esercizi di chirurgia possibili grazie al modello PVC-Ratto esposto in una vetrina



Questo nuovo stand, facile da smontare e riporre, è stato interamente ideato e montato da soci volontari della Lega. Tranne per le spese di stampa dei pannelli espositivi, la Lega ha dovuto finanziare soltanto il materiale che componeva lo stand



L'OVF pubblica le statistiche degli esperimenti sugli animali svolti in Svizzera nel 2006

«Esperimenti su animali nel 2006: le cifre sono rimaste stabili» annuncia l'Ufficio veterinario federale (OVF) in un comunicato stampa del 6 settembre (vedi pag. 26 del giornale). Qualche giornalista troppo pigro per consultarle, ha fatto sua questa affermazione: «Sperimentazioni animali in Svizzera: le cifre sono rimaste stabili» intitolavano diversi giornali l'indomani.

Si potrebbe definire la stabilità come uno stato costante, permanente. Ma non per l'OVF, che malgrado un nuovo incremento dell'1,7% (+12'000) del numero di animali utilizzati in Svizzera, parla di stabilità. A guisa di stabilità, si nota soprattutto l'aumento quasi costante del numero di animali utilizzati nel corso degli ultimi cinque anni: con 716'000 animali utilizzati nel 2006, siamo tornati ai numeri del 1995-1996.

Lo stato costante, permanente, secondo l'OVF, gli suggerisce piuttosto di annunciare, anno dopo anno:

«Nel 2006, come nel 2005, non è stato utilizzato nessun animale per testare cosmetici».

Anche in questo caso, numerosi giornalisti hanno comunicato questa buona notizia. Ma questi esperimenti sono vietati in Europa già da anni, quindi ci mancherebbe altro che il nostro Paese li praticasse! È dunque risaputo da tempo che non si testano più i cosmetici sugli animali, bensì i loro componenti. La sfumatura è importante, in quanto se l'Europa ha deciso di vietare i test sugli animali per tutte le sostanze a fini cosmetici entro due

anni, sarà sempre possibile farlo in Svizzera. Dunque, nel 2009 quando saranno pubblicate le nuove statistiche, l'OVF annuncerà: «*Nel 2009 come nel 2008, tutte le nuove sostanze che rientrano nella composizione dei cosmetici sono state testate in Svizzera, anche se questa pratica è vietata in Europa*»?

Una nota positiva

Al di là di una successione di cifre che si assomigliano anno dopo anno e di rubriche che si vogliono trasparenti ma che di fatto nulla ci dicono sugli esperimenti subiti dagli animali, queste statistiche hanno malgrado tutto una nota positiva: «La sperimentazione animale è aumentata nella ricerca fondamentale (+13%), però è diminuita nella ricerca medica applicata (-4%)».

La ricerca fondamentale si svolge in Svizzera principalmente nelle Università o nelle EPF (ricerca nelle istituzioni pubbliche). Generalmente, si tratta per questi studiosi di verificare ipotesi che nel peggiore dei casi finiranno in un cassetto, e nella

migliore andranno ad ingrossare la pila di pubblicazioni scientifiche. L'aumento del numero di animali di fatto non è sorprendente, in quanto tutti i laboratori (o quasi) si sono lanciati nell'allevamento o la produzione di animali transgenici, le cui molteplici stirpi vanno conservate ad ogni costo per via dell'«interesse capitale che rappresentano per la scienza». Per di più, è il contribuente che paga. Dunque, rimettere in causa queste prassi compulsive non è all'ordine del giorno.

Invece, il calo del numero di animali utilizzati nella ricerca medica applicata (ricerca svolta principalmente da laboratori o gruppi farmaceutici privati) è incoraggiante e dimostra che i metodi alternativi non sono più ignorati dai laboratori di ricerca. I progressi realizzati in questi ultimi anni, ne fanno strumenti oramai indispensabili per lo studio delle malattie e la selezione di nuove molecole terapeutiche. Non solo sono più economici rispetto all'utilizzazione degli animali, ma soprattutto offrono risposte più affidabili del «modello animale» con il quale l'uomo non condivide granché sul piano biologico: indubbiamente questi nuovi modelli alternativi di domani finiranno col seppellire definitivamente questa stupidità pratica che è la sperimentazione animale.

Il Comitato di redazione

Consegna dell'iniziativa popolare «Sì ad un avvocato per gli animali»

L'iniziativa popolare lanciata dalla PSA, munita di 148'294 firme, è stata depositata presso la Cancelleria federale a Berna il 26 luglio scorso. La Lega, che aveva attivamente sostenuto questa iniziativa, vi era rappresentata da Max Moret e Maja Schmid. Erano presenti anche molte altre associazioni di protezione degli animali, che per tutto l'anno avevano preso parte alla raccolta di firme.

Al momento del deposito delle firme, la PSA ha richiamato i fatti, esortando alla creazione della funzione di avvocato per gli animali, come già esiste da una quindicina di anni nel cantone di Zurigo:

«Troppi animali sono tuttora uccisi, martirizzati, maltrattati, abbandonati senza il minimo riguardo, ed il più delle volte i loro boia non incorrono in nessuna sanzione. Quando un crimine di questo tipo si traduce in una condanna, l'autore è sanzionato da una pena pecuniaria ridicola, che nulla ha di dissuasivo.

È intollerabile che si continui ad infrangere la legge sulla protezione degli animali. Allorché chiunque maltratta gli animali può avversarsi di un avvocato, nessuno rappresenta gli animali davanti ai tribunali».

Eppure era previsto di istituire la figura di avvocato per gli animali nell'ambito dell'introduzione del nuovo codice di procedura penale, ma questa disposizione era stata soppressa dal Consiglio nazionale, con una debole maggioranza di voti. Questa iniziativa sarà votata ed il popolo sarà finalmente chiamato a pronunciarsi in merito.

La Lega si era coinvolta nella raccolta di firme pubblicando questa

iniziativa, mettendola on-line sul suo sito internet ed allestando stand per le strade. Teniamo a ringraziare tutti i nostri soci, lettori e passanti che si sono dati la pena di firmare questa iniziativa. Spesso ci viene posta la domanda seguente: «ma firmare serve a qualcosa?». In questo caso la risposta è sì.

Il Comitato di redazione



Max Moret, Presidente della Lega



Sentimenti

« Immaginiamo una vasta proprietà sulle sponde di un lago della Svizzera romanda con un grande giardino e tanti alberi. Il proprietario vive in armonia con la fauna e l'ambiente.

Accetta che una volpe si faccia la tana nel suo giardino. Lui prova piacere ad osservarla. La volpe ha capito. Si sente al sicuro. In primavera, i suoi piccoli mettono fuori il muso dalla tana. Il padrone dei luoghi può avvicinarsi e guardarli. Immaginiamo ancora una volta quello che può provare: lo spettacolo è molto bello.

Purtroppo un giorno di maggio, trova i volpacchiotti non ancora svezzati sulla terrazza. Non capisce, cerca la madre. Non è nella tana. La trova non lontano....morta, schiacciata da un'auto.

Cosa fare? I piccoli hanno capito che quest'uomo è buono, perché non vuole che si facciano ammazzare. Uno già è morto e gli altri non stanno molto bene. A forza di telefonate, trova una famiglia di esseri umani disposti a prodigare le prime cure. E va tutto bene, i piccoli sono riscaldati, nutriti al biberon e riprendono forze. Dopo qualche giorno, i piccoli sono pieni di vita e passano il loro tempo a giocare insieme. Bisogna rimetterli nella natura? Non potrebbero sopravvivere a lungo. Allora, qual è la soluzione? Dopo molte ricerche, per finire è lo zoo della Garennna che accetta di accoglierli.

Tutti tirano un gran respiro di sollievo !!! ben inteso, la ragione avrebbe voluto che li si uccidesse, ma cosa si intende per "ragione", e poi quando si dice "basta fare così" di fatto è che non ci si vuole coinvolgere. Tenere in braccio un cucciolo impaurito per riscalarlo è un sentimento molto forte, talmente forte da oltrepassare la frontiera delle specie.

Ben lo sanno gli animali. Quando sentono questa disperazione, danno il meglio di sé. Basti pensare alla storia di Mowgli ».



Dopo aver ricevuto questo messaggio da un Socio di lunga data della Lega, il Comitato ha accettato di fare da padrino a questi volpacchiotti nello zoo della Garennna. Grazie ai vostri doni, abbiamo potuto offrire un recinto spazioso e comodo. Auguriamo a questi piccoli la miglior vita possibile. Forse non conosceranno la libertà ma almeno non si faranno schiacciare da un'auto come la madre, né si faranno sparare addosso come accade ad altri...».



Il Comitato



« Per una nuova ordinanza che tuteli e rispetti veramente gli animali »

A tutti i nostri lettori: firmate e spedite la nostra lettera pubblicata alla fine del giornale

La nuova ordinanza sulla protezione degli animali (OPA) è tuttora in discussione (cf. i nostri precedenti giornali, n°13 e 16). **Seppure l'entrata in vigore sia prevista agli inizi del 2008 contemporaneamente alla nuova legge sulla protezione degli animali (LPA), la nuova OPA non dovrebbe essere adottata prima dell'estate. Le nuove disposizioni più favorevoli agli animali sono vivamente combattute dagli allevatori e dagli ambienti scientifici.**

Questa nuova ordinanza definirà legalmente la detenzione che giudichiamo accettabile per i nostri animali per i prossimi 20 anni. Se non vogliamo un testo snaturato, che consente una detenzione arcaica nelle nostre aziende agricole ed allevamenti industriali, sperimentazioni animali superate che proseguiranno nella più totale opacità, dobbiamo manifestarci numerosi presso il Consiglio federale.

Alla fine del presente numero, troverete la lettera che abbiamo già pubblicato nel nostro giornale n°13 del mese di dicembre 2006. Detta lettera è indirizzata a Doris Leuthard, Consigliera federale incaricata di redigere la nuova ordinanza.

Vi sarebbe grati se poteste completarla (indicando nome ed indirizzo in alto a destra e firmandola in basso) **ed inviarla all'indirizzo indicato.**

Sarebbe importante inoltre che lo faceste il più rapidamente possibile. Grazie.



Nuova campagna della Lega contro la pelliccia

Al momento della pubblicazione del presente numero, avrete forse notato i nostri poster per la strada. Sulla scia del successo riscontrato dal nostro manifesto dell'inverno scorso « Solo i MOSTRI possono indossare la PELLICCIA », il comitato ha deciso di riutilizzare lo stesso supporto visivo per la campagna di quest'anno. Sono previste 800 affissioni F4 (90X128cm) in tutta la Svizzera; il poster sarà visibile dal 19 novembre al 25 dicembre 2007.

Azione speciale contro la pelliccia a Ginevra

Un(a) generoso(a) donatore(trice) anonimo(a) ha messo a disposizione della Lega la somma di CHF 150'000.- per organizzare una campagna contro la pelliccia, con la sola condizione che sia incentrata sul cantone di Ginevra.

Il Comitato ha tenuto diverse riunioni quest'estate per riflettere all'utilizzazione di questo dono ed ha scelto il concetto di questa campagna. Dopo intense discussioni, è stato deciso di organizzare questa campagna sotto forma di tematica: tre poster diversi, con lo slogan « **La fourrure c'est ça** » (La pelliccia è questo), che ricorda al pubblico alcuni dei metodi utilizzati dall'uomo per spellare un animale: l'intrappolamento, la caccia e l'allevamento. Questi poster del formato



F12 (270X128cm) in 130 ubicazioni, comportano anche un breve testo esplicativo che ricorda che, contrariamente a quanto sostengono i pellicciai desiderosi di giustificare la loro attività arcaica: « **La pelliccia senza sofferenze non esiste** ». Il poster « **Solo i MOSTRI possono indossare la PELLICCIA** », utilizzato anche in questo cantone e visibile in circa 600 ubicazioni F4, 80 veicoli dei trasporti pubblici (autobus e tram) e proiettata in tutti i cinema, conclude la tematica con il suo slogan.

Il Comitato tiene a ringraziare calorosamente questo(a) generoso(a) donatore(trice) anonimo(a). La realizzazione dei diversi poster è stata eseguita gratuitamente. Le foto che illustrano i poster sono state messe a nostra disposizione gratuitamente dall'associazione canadese Fur-Bearer Defenders (www.furbearerdefenders.com) e la rappresentanza francese dell'IFAW (www.ifaw.org), che teniamo a ringraziare.

Siamo pertanto in grado di garantire a questa generosa persona che il suo dono è stato esclusivamente utilizzato per coprire i costi di tipografia e le spese di affissione.

Testi di accompagnamento

Poster °1

Checchè ne dicono i pellicciai ed i loro difensori, la pelliccia sarà sempre sinonimo di tortura.

Contrariamente a quanto vorrebbero farci credere gli industriali della pelliccia, non esiste, né potrà mai esistere una detenzione rispettosa degli animali.

Non lasciamoci più ingannare dai marchi di cosiddetta qualità delle pellicce. I pellicciai, che ci accusano di mostrare vecchie fotografie di animali impauriti nelle loro esigue gabbie di fil di ferro, sono del tutto incapaci di presentarci fotografie di questi animali che sostengono di allevare a dipendenza del fabbisogno. Semplicemente perché le cosiddette "fattorie modello" non esistono.



Poster °2

Centinaia di migliaia di foche della Groenlandia sono uccise ogni anno, a randellate o con un'arma da fuoco. Le più fortunate muoiono sul colpo, le altre agonizzano lentamente. **Il 95% degli animali massacrati hanno meno di tre mesi.**

Nel 2006 i paesi europei hanno importato per diversi milioni di euro di pellicce di foca e prodotti Omega 3.

In Europa, i Paesi Bassi, il Belgio e la Croazia hanno già vietato l'importazione di questi prodotti a base di foca.

Rivista stampa

► Nepal Capre sgozzate

Dopo essersi prosternati davanti ai loro apparecchi, i responsabili della compagnia aerea Nepal Airlines hanno « sacrificato » 2 capre lo scorso settembre per scongiurare il dio hindù del cielo di risolvere i problemi tecnici degli aerei.

La compagnia nepalese, che qualche settimana prima era stata costretta a sospendere i voli internazionali per 10 giorni per via di problemi meccanici riscontrati su diversi apparecchi, preferisce affidarsi alla divinità piuttosto che assumere meccanici in numero sufficiente. È bene che i passeggeri di questa compagnia lo sappiano.

► Inghilterra Addio al foie gras

La catena britannica di grandi magazzini di lusso Harvey Nichols ha deciso di non vendere più foie gras non appena esaurite le scorte, per non dover più « subire i violenti attacchi dei gruppi di protezione degli animali ».



Elenco dei cosmetici non testati sugli animali

Disponibili in Svizzera

Il periodo di fine anno è sinonimo di regali. Se la vostra scelta si orienta verso i prodotti cosmetici, ci auguriamo che sceglierete prodotti non testati sugli animali. Il nostro «**Elenco dei cosmetici non testati sugli animali**», interamente riveduto alla fine del 2005 e regolarmente aggiornato, è a vostra disposizione per guidarvi nelle vostre scelte.

I fabbricanti citati nel nostro elenco si sono impegnati a:

- non testare sugli animali né i loro prodotti «finiti» né gli ingredienti che li compongono.
- non incaricare altri laboratori di procedere a test.

Il nostro nuovo elenco comprende attualmente i 36 laboratori (e marche) seguenti:

ALMAWIN, BIOAROMES, BÖRLIND, BRT, CALLYOPE, CATTIER DISLAB, CENTIFOLIA, COMPTOIRDESLYS, Laboratoire ALVEND, COMPTOIRPROVENCAL DES ARGILES, COOP (NATURALINE, BELDAM, TONGA), ESTEE LAUDER, FARFALLA ESSENTIALS, GERDA SPILLMANN, (Laboratoire) HOLISTICA International, KART SA, LA PHOCEENNE, LICHTSTEINER COSMETICS, LI COSMETIC, L'OCCITANE, LOGONA NATURKOSMETIK, LOUIS WIDMER, MARTINA GEBHART NATURKOSMETIK, MELISANA (BIOKOSMA), NACOS NATURAL BEAUTY, NEWAYS, NUXE, PRIMAVERA LIFE, PROVIDA, RENTSCH HANDEL, SANOFLORE, SAINT CLOU COSMETICS, THE BODY SHOP (information importante : a été racheté par L'OREAL, voir notre article dans le journal de septembre 2006), TRYBOL, WALA, WALTER RAU, WELEDA.

Poster °3

I cacciatori con le loro trappole uccidono milioni di animali per la loro pelliccia. Utilizzano trappole per immobilizzare (a laccio, molla, scatola) o per uccidere (randello, laccio, trappola sottomarina).

Le trappole non sono ispezionate regolarmente e gli animali catturati soffrono di stress, sete, fame, freddo, cancrena, e sono alla mercé di predatori. Talvolta, gli animali accalappiati in una trappola a molle si automutilano per scappare. Queste trappole uccidono anche molti animali presi «per sbaglio» come animali domestici ed uccelli. Molto spesso, per evitare di rovinare la pelliccia ammazzando l'animale a fucilate, il cacciatore finisce l'animale stordendolo, strangolandolo con un laccio o schiacciandogli il torso. **Si stima al 20% il numero di animali intrappolati per il mercato della pelliccia.**



INFO LSCV

La posta dei lettori

Che cosa significa : «amo gli animali» ?

Siete stati numerosi a scriverci per darci il vostro parere su questa delicata questione. Le vostre lettere, spesso manoscritte, sono in corso di ritrascrizione e saranno pubblicate poco a poco a partire dal prossimo numero (marzo 2008).

Per mancanza di spazio sul giornale, probabilmente non potremo pubblicarle tutte, ma teniamo fin d'ora a ringraziare calorosamente tutti i lettori che ci hanno comunicato il loro punto di vista.

La caccia serve veramente a qualcosa, ci chiedevamo nello scorso numero del nostro giornale?

Per il presente numero, avevamo previsto di pubblicare un dossier sulla gestione della fauna in generale e segnatamente nel cantone di Ginevra (dove la caccia è vietata dal 1974) per rispondere almeno in parte a questo interrogativo. Per mancanza di spazio, questo dossier sarà pubblicato sul prossimo numero.

► Cerchiamo

Una persona per la commissione cantonale sulla sperimentazione animale del Cantone di Vaud. Questa attività richiede la disponibilità di qualche ora al mese ed è retribuita dai cantoni in base alle vigenti tariffe ufficiali. **Importante : le persone interessate devono obbligatoriamente avere una formazione scientifica.** Se siete interessati, o se avete domande, non esitate a contattare l'ufficio della Lega.

Commissione cantonale sulla sperimentazione animale:

In virtù dell'articolo 18 della Legge sulla protezione animale, ogni cantone che autorizza esperimenti sugli animali, deve creare una commissione consultiva sulla sperimentazione animale. Composta da diversi rappresentanti degli ambienti scientifici e di associazioni di protezione degli animali, questa commissione è indipendente dall'autorità incaricata di rilasciare le autorizzazioni di sperimentazione.

Il suo lavoro è il seguente:

- studio di tutti i protocolli sperimentali che utilizzano animali, soggetti ad autorizzazione;
- controlli inopinati degli allevamenti di animali da laboratorio, dei laboratori e dello svolgimento degli esperimenti su animali.

Il fatto che rappresentanti di associazioni di protezione degli animali possano far parte di queste commissioni è molto importante, in quanto possono garantire che tutti gli esperimenti si svolgono come minimo entro i limiti fissati dalla legge, peraltro molto permissiva. Consente inoltre di controllare le attività nei laboratori, e se del caso, denunciare alle autorità le attività illecite eventualmente constatate.

IMPRESSIONUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm2

Comitato di redazione: Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtli **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH-1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54

admin@lscv.ch - www.lscv.ch - Quota annua dei Soci: Minimo CHF 15.— **CCP 12-2745-6**

L'ufficio è aperto da lunedì a venerdì dalle 9 alle 12 e dalle 14 alle 17: Permanenza in francese: da lunedì a venerdì. **Permanenza in tedesco:** lunedì, martedì mattina, mercoledì, giovedì mattina. **Permanenza in italiano:** martedì pomeriggio, giovedì pomeriggio, venerdì.

Medienmitteilung

6.9.2007

**Communiqué
de presse**

6.9.2007

**Comunicato
stampa**

6.9.2007

**Tierversuchsstatistik
2006 – stabile Tierzahlen**

Im Jahr 2006 ist die Zahl der in Tierversuchen verwendeten Tiere geringfügig um 1,7% angestiegen, dies im Gegensatz zur deutlichen Zunahme (10,6%) im Vorjahr. Abgenommen hat die Anzahl schwer belasteter Versuchstiere, was eine langjährige Tendenz bestätigt. Für Kosmetika wurden auch 2006 keine Tiere eingesetzt.

Erstmals werden in der aktuellen Tierversuchsstatistik die bewilligungspflichtigen und die nicht bewilligungspflichtigen Tierversuche zusammengefasst¹. 2006 sind insgesamt 716 002 Tiere zu Versuchszwecken verwendet worden, gegenüber 704 129 im Jahr zuvor.

In bewilligungspflichtigen Tierversuchen wurden 542 414 Tiere eingesetzt, was verglichen mit 2005 (550 505) einer Abnahme von -1,5% entspricht. Bei den nicht bewilligungspflichtigen Tierversuchen waren es 2006 173 588 gegenüber 153 745 im Vorjahr. Diese Zunahme um 13% ist weitgehend auf eine grossangelegte Untersuchung bei Felchen zurückzuführen (16 000 Fische).

Gesunken ist die Belastung der Versuchstiere – eine Tendenz, die seit mehreren Jahren feststellbar ist. Schweren Belastungen ausgesetzt waren insgesamt 2,4% der Tiere (2005: 2,7%). Die schwerbelastenden Versuche dienten insbesondere der Entwicklung und Prüfung neuer Medikamente (Tropenkrankheiten, Multiple Sklerose und andere) sowie toxikologischen Abklärungen (v.a. Ökotoxikologie mit Fischen).

Einem deutlichen Wachstum in der Grundlagenforschung (+13%) steht eine Abnahme in der angewandten medizinischen Forschung gegenüber (-4%). Mehr als die Hälfte der Versuchstiere wurden in der Industrie eingesetzt, ein Drittel an Hochschulen und Spitätern. Für Kosmetika wurden 2006 wiederum keine Tiere gebraucht. Bei 83% der eingesetzten Tieren handelte es sich um Nagetiere wie Mäuse, Ratten, Hamster oder Meerschweinchen. Weiter wurden Vögel (inkl. Geflügel), Fische, verschiedene Haustierarten, Kaninchen, Amphibien, Affen und weitere Säugetiere verwendet.

Tierversuchs-Bewilligungen werden durch die kantonalen Behörden erlassen. Im Berichtsjahr waren 2953 kantonale Tierversuchsbescheinigungen und Entscheide über meldepflichtige Tierversuche gültig (gleich wie 2005). 1178 Bewilligungen resp. Entscheide wurden neu erteilt, wovon über die Hälfte mit Auflagen; 2 Gesuche wurden abgelehnt. Das Bundesamt für Veterinärwesen BVET als Oberaufsichtsbehörde hat bei 13 Bewilligungen (1,1%) weitere Präzisierungen angefordert oder Teile der Versuche beanstandet, hingegen wurde in keinem Fall Beschwerde gegen eine kantonale Bewilligung eingelegt.

**Expériences sur animaux
en 2006: les chiffres sont
restés stables**

Le nombre d'animaux utilisés en 2006 lors d'expérimentations animales est légèrement supérieur (+1,7%) à celui de l'année dernière. L'année précédente, une augmentation marquée de 10,6% avait été constatée. Le nombre d'animaux ayant subi une contrainte importante a diminué – ce qui confirme une tendance sensible depuis plusieurs années. Comme en 2005, aucun animal n'a été utilisé en 2006 pour tester des cosmétiques.

Pour la première fois, la statistique sur l'expérimentation animale ne fait plus la distinction entre les expériences soumises à autorisation et celles non soumises à autorisation (non contraignantes)¹. En 2006, 716 002 animaux ont été utilisés à des fins expérimentales contre 704 129 en 2005.

Dans les expériences soumises à autorisation, 542 414 animaux ont été utilisés en 2006 contre 550 505 l'année précédente – soit une légère diminution (-1,5%). Dans les expériences non soumises à autorisation, 173 588 animaux ont été utilisés en 2006 contre 153 745 l'année précédente. Cette augmentation de 13% est principalement due à une expérience avec des poissons (16 000 corégones).

La contrainte subie par les animaux d'expérience a encore baissé – une tendance sensible depuis plusieurs années. 2,4% des animaux ont été exposés à une contrainte sévère (2005: 2,7%). Les expériences à contrainte sévère ont été pratiquées essentiellement pour développer et tester de nouveaux médicaments (maladies tropicales, sclérose en plaques et autres) et pour des tests toxicologiques (surtout sur des poissons en écotoxicologie).

L'expérimentation animale a augmenté dans la recherche fondamentale (+13%), mais a par contre diminué dans la recherche médicale appliquée (-4%). Plus de la moitié des expériences ont été pratiquées dans l'industrie et un tiers dans les universités et les hôpitaux. En 2006, comme en 2005, aucun animal n'a été utilisé pour tester des cosmétiques. 83% des animaux utilisés dans les expériences sont des rongeurs (souris, rats, hamsters ou cobayes), le reste est constitué d'oiseaux (volaille incl.), de poissons, de divers animaux domestiques, de lapins, d'amphibiens, de singes et autres mammifères.

Les autorisations sont délivrées par les instances cantonales. En 2006, le nombre d'autorisations cantonales de pratiquer des expériences sur animaux et de décisions concernant des expériences soumises à annonce s'est élevé à 2953 (comme en 2005). Le nombre de nouvelles autorisations et décisions a été de 1178, dont plus de la moitié assorties de charges; 2 demandes d'autorisation ont été rejetées. Dans 13 cas (1,1%) l'Office vétérinaire fédéral (OVF), qui exerce la haute surveillance de l'exécution, a dû demander des précisions supplémentaires ou contester des parties d'expérience. Par contre, l'OVF n'a fait recours contre aucune autorisation cantonale.

Lo scorso anno il numero di animali oggetto di esperimenti è leggermente aumentato (+1,7%) rispetto all'anno precedente in cui si era registrato un incremento del 10,6%. È invece diminuito il numero di esperimenti che comportano gravi sofferenze per gli animali. Ciò conferma una marcata tendenza osservata già da alcuni anni. Anche nel 2006, nessun animale è stato utilizzato per testare cosmetici.

Quest'anno per la prima volta la statistica degli esperimenti su animali non fa più la distinzione fra esperimenti soggetti ad autorizzazione e quelli che non necessitano di un permesso (che non causano gravi sofferenze)¹. Nel 2006, 716 002 animali sono stati utilizzati per gli esperimenti contro i 704 129 del 2005.

Nel 2006, sono stati utilizzati negli esperimenti soggetti ad autorizzazione 542 414 animali contro i 550 505 del 2005, ossia un numero in lieve calo (-1,5%). Negli esperimenti non soggetti ad autorizzazione sono stati invece 173 588 gli animali adoperati nel 2006 contro i 153 745 dell'anno precedente, un aumento del 13% dovuto principalmente ad un esperimento con dei pesci (16 000 corregone).

Sono ancora calate le sofferenze subite dagli animali – una marcata tendenza osservata da diversi anni. 2,4% degli animali sono stati impiegati per esperimenti che causano forti sofferenze (2005: 2,7%). Questi esperimenti sono stati necessari per sviluppare e esperimentare nuovi farmaci (contro malattie tropicali, sclerosi in placca ed altri morbi) o per effettuare test tossicologici (soprattutto nei pesci nel campo dell'ecotossicologia).

La sperimentazione sugli animali è aumentata nella ricerca di base (+13%), ma è diminuita nella ricerca applicata (-4%). Più della metà degli esperimenti sono stati effettuati dall'industria e un terzo nelle Università e gli ospedali. Nel 2006, come nel 2005, nessun animale è stato utilizzato per testare cosmetici. 83% degli animali adoperati erano roditori (topi, ratti, criceti o cavie), il resto comprendeva uccelli (pollame incluso), pesci, animali domestici, conigli, anfibi, scimmie ed altri mammiferi.

Le autorizzazioni per esperimenti su animali vengono rilasciate dall'autorità cantonale. Nell'anno in rassegna, le autorizzazioni cantonali relative alla sperimentazione sugli animali e le decisioni sugli esperimenti soggetti alla notifica all'autorità sono state 2953 (come nel 2005). Sono state rilasciate 1178 nuove autorizzazioni e decisioni, più della metà delle quali vincolate a condizioni; 2 domande sono state respinte. L'Ufficio federale di veterinaria (UFV), in qualità di autorità di vigilanza, per 13 autorizzazioni (2,3%) ha richiesto ulteriori precisazioni o ha contestato parte degli esperimenti. In nessun caso è stato interposto ricorso contro l'autorizzazione cantonale.

**Anzahl Tiere nach Tierart
und Verwendungszweck**

Tab. 1

**Nombre d'animaux selon les espèces animales
et le domaine d'utilisation**

	Total 2006	Variation 2006-2005	Leichte und Ausbildung Entsagung des malades	Krankheitstagesnotfall	des tests toxicologiques	ou de renforcement par l'application de l'animal	Schutz von Menschen, Tier und Umwelt durch toxikologische Prüfungen	Recherche, développement et commercialisation en médecine	Entdeckung, Entwicklung und Qualitätskontrolle in der Medizin	Etudes biologiques et médicales de nature fondamentale	Biologische und medizinische Gundiagegenforschung	Total 2006	Variation 2006-2005	Leichte und Ausbildung Entsagung des malades	Krankheitstagesnotfall	des tests toxicologiques	ou de renforcement par l'application de l'animal	Schutz von Menschen, Tier und Umwelt durch toxikologische Prüfungen	Recherche, développement et commercialisation en médecine	Entdeckung, Entwicklung und Qualitätskontrolle in der Medizin	Etudes biologiques et médicales de nature fondamentale	Biologische und medizinische Gundiagegenforschung	Total 2006	Variation 2006-2005				
Mäuse	218 001	200 231	10 950	1 021	2 219	511	432 933	+ 1.0 %	Souris																			
Ratte	35 115	88 291	25 595	199	2 669	440	152 309	- 5.6 %	Rats																			
Meerschweinchen	354	2 885	1 336		74	10	4 659	+ 5.7 %	Cobayes																			
Hamster	110	892	1 236	78	22	4	2 342	- 26.9 %	Hamster																			
andere Nager		5 198		118		4	5 320	- 38.5 %	autres rongeurs																			
Kaninchen	845	2 581	2 257	2	97	63	5 845	- 11.3 %	Lapins																			
Hunde	234	681	1 330	65	69	40	2 419	- 26.1 %	Chiens																			
Katzen	98	216		4		1	319	- 40.8 %	Chats																			
Primateen	179	254			8		441	+ 1.6 %	Primates																			
Rindvieh	410	1 655		421	1 321	1 204	5 011	+ 63.2 %	Bovins																			
Schafe, Ziegen	123	844	2	1 209	32	130	2 340	+ 7.5 %	Moutons, chèvres																			
Schweine (inkl. Minipigs)	1 085	487	177	2	284	480	2 515	+ 21.3 %	Porcs (incl. Minipigs)																			
Pferde	115	250	18	24	226		633	+ 55.1 %	Chevaux, ânes																			
diverse Säuger	2 164		137	12			2 313	+ 16.6 %	divers mammifères																			
Vögel (inkl. Geflügel)	3 373	11 189	26	71	46 523	61 182	+ 0.1 %	Oiseaux (incl. volailles)																				
Amphibien, Reptilien	1 741	48	160		154	662	2 765	- 24.7 %	Amphibiens, reptiles																			
Fische	2 906	181	9 723	400	12	19 386	32 608	+ 157.4 %	Poissons																			
Wirbellose	48						48	+ 0.0 %	Invertébrés																			
Total	266 901	315 883	52 784	3 706	7 270	69 458	716 002	+ 1.7 %	Total																			
2005	246 546	328 443	56 209	3 929	7 061	61 941	704 129																					
Differenz in %	+ 8.3%	- 3.8%	- 6.1%	- 5.7%	+ 3.0%	+ 12.1%	+ 1.7%																					

Anzahl Tiere nach Kanton und Verwendungszweck

NOMBRE D'ANIMAUX SELON LES CANTONS ET LE DOMAINE D'UTILISATION

	2005	2006	Veränderung 2006 - 2005	Variation 2006 - 2005
Biologische und medizinische Grundlagenforschung	246 546	328 443	56 209	3 929
Differenz in %	+ 8,3%	- 3,8%	- 6,1%	- 5,7%
Total	266 901	315 883	52 784	3 706
in %	+ 37,3%	+ 44,1%	+ 7,4%	+ 0,5%
Entdeckung, Entwicklung und Qualitätsskontrolle in der Medizin	2 904	660	121	25
de qualité en médecine				
Schutz von Mensch, Tier und Umwelt	36		200	157
durch toxikologische Prüfungen				+++
Protection de l'homme, de l'animal				
ou de l'environnement par				
des tests toxicologiques				
Krankheitsdiagnostik	266	3 708	394	4 368
Diagnostic des maladies				- 23,8 %
Lehre und Ausbildung	25 958	7 710	63 718	99 999
Enseignement et formation				+ 18,9 %
Total 2006	298	76 117	918	119 959
Total 2005	BS	49 809	161 421	4 939
Diagnostique des maladies	FR	2 401	3 868	347
Enseignement et formation	GE	33 301	18 979	230
Lehre und Ausbildung	GR	1 072	200	21
Krankheitsdiagnostik	LU	48	10 000	180
Diagnostique des maladies	NE	440		
Lehre und Ausbildung	SG	2 904	660	121
Enseignement et formation	SO	36		
Durchsetzung, Entwicklung und Qualitätsskontrolle in der Medizin	SZ		200	200
Recherche, développement et contrôle	TG	208	2 519	983
de qualité en médecine	TI	6 985	24 902	4
Qualitätskontrolle in der Medizin	VD	58 996	3 473	255
Qualitätsskontrolle der pharmazeutischen Produkte	VS	572		340
Prüfung der pharmazeutischen Produkte	ZG	510		70
Prüfung der pharmazeutischen Produkte	ZH	83 097	4 845	342
Qualitätskontrolle der Arzneimittel				527
Recherche, développement et contrôle				4 038
de la nature fondamentale				2 481
Grundlagenforschung				32
Entdeckung, Entwicklung und Qualitätsskontrolle				612
de la nature fondamentale				95 330
Grundlagenforschung				- 0,9 %
Entdeckung, Entwicklung und Qualitätsskontrolle				- 9,1 %
de la nature fondamentale				+ 104,9 %
Grundlagenforschung				+ 10,4 %
Entdeckung, Entwicklung und Qualitätsskontrolle				+ 4,1 %
de la nature fondamentale				+ 5,7 %
Grundlagenforschung				+ 108,2 %
Entdeckung, Entwicklung und Qualitätsskontrolle				+ 1,7 %
de la nature fondamentale				+ 12,1 %
Grundlagenforschung				+ 1,7 %

Tierversuche 2006 in der Schweiz
Anzahl Tiere nach Tierart und Schweregrad
Tab. 3

Expériences sur animaux en 2006 en Suisse

Nombre d'animaux selon les espèces animales et les degrés de gravité

	Schweregrade 0 Degrés de gravité 0	Schweregrade 1 Degrés de gravité 1	Schweregrad 2 Degré de gravité 2	Schweregrad 3 Degré de gravité 3	Total		
						2005	Differenz
Mäuse	103 323	23.9 %	231 951	53.6 %	86 827	22.1 %	10 832
Ratte	52 412	34.4 %	64 104	42.1 %	32 150	28.7 %	3 643
Meerschweinchen	418	9.0 %	3 549	76.2 %	629	20.6 %	63
Hamster	239	10.2 %	1 341	57.3 %	519	29.2 %	243
Andere Nager	45	0.8 %	4 471	84.0 %	737	20.1 %	67
Kaninchen	620	10.6 %	3 574	61.1 %	1 577	23.1 %	74
Hunde	404	16.7 %	1 462	60.4 %	544	26.8 %	9
Katzen	54	16.9 %	240	75.2 %	24	22.5 %	1
Primate	101	22.9 %	221	50.1 %	101	31.6 %	18
Rindvieh	3 281	65.5 %	1 505	30.0 %	225	11.3 %	0.0 %
Schafe, Ziegen	1 486	63.5 %	410	17.5 %	412	25.4 %	32
Schweine (incl. Minipigs)	1 243	49.4 %	1 096	43.6 %	145	14.1 %	31
Pferde, Esel	592	93.5 %	41	6.5 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %
Diverse Säuger	1 034	44.7 %	1 097	47.4 %	174	3.5 %	8
Vögel (inkl. Geöffnet)	55 469	90.7 %	5 289	8.6 %	412	10.4 %	12
Amphibien, Reptilien	1 184	42.8 %	1 480	53.5 %	40	2.4 %	61
Fische	23 303	71.5 %	7 271	22.3 %	330	7.4 %	1 704
Wirbellose	48	100.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	48
Total	245 256	34.3 %	329 102	46.0 %	124 846	17.4 %	16 798
						2.3 %	716 002 Total
2005	225 033	32.0 %	332 025	47.2 %	127 816	18.2 %	19 255
Differenz	+ 9.0 %	- 0.9 %	- 2.3 %	- 0.9 %	- 2.3 %	- 12.8 %	+ 1.7 %
							Differenz en %

Bewilligungen und Entscheide für Tierversuche nach Kanton

Tab. 4

Autorisations et décisions pour expériences sur animaux selon les cantons

2006 gültige Bewilligungen und Entscheide
Autorisations et décisions valables en 2006

2006 neu erteilte Bewilligungen und Entscheide
Autorisations et décisions délivrées en 2006

Département fédéral de l'économie
Madame Doris Leuthard
Conseillère fédérale
3003 Berne

Concerne : Révision de l'ordonnance sur la protection des animaux

Madame la Conseillère fédérale,

Dans le cadre de la nouvelle révision de l'ordonnance sur la protection des animaux, je souhaite apporter tout mon soutien à un texte qui prend en compte les besoins et les soins auxquels chaque animal a droit.

Aujourd'hui, l'utilisation d'un animal tant à des fins de compagnie, d'élevage ou de travail, résulte d'un choix et non d'une obligation. Pour cette raison, seules des dispositions légales mettant à l'abri les animaux d'une détention ou d'une utilisation non conforme à leurs besoins sont dignes d'un pays qui respecte la vie et sait faire preuve de compassion envers toute souffrance, qu'elle soit humaine ou animale.

En vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porterez à la présente, je vous prie d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, mes salutations distinguées.

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Im Rahmen der Revision der Tierschutzverordnung möchte ich mich für einen Gesetzestext aussprechen, der den Bedürfnissen und der Pflege Rechnung trägt, auf die jedes Tier Anspruch hat.

In der heutigen Zeit stellt die Verwendung eines Tieres als Begleiter, Zucht- oder Arbeitstier eine Wahl und keine Verpflichtung dar. Erforderlich sind deshalb gesetzliche Verfügungen, die Tiere vor einer nicht ihren Bedürfnissen entsprechenden Haltung oder Verwendung schützen. Nur sie entsprechen der Tradition eines Landes, welches das Leben respektiert und sich jeglichem Leiden von Mensch und Tier gegenüber empfänglich zeigt.

Ich danke Ihnen für Ihr Interesse und grüsse Sie herzlich.

Pregiata Consigliera Federale,

Nell'ambito della nuova revisione dell'ordinanza sulla protezione degli animali, desidero apportare il mio incondizionato e totale sostegno ad un testo che prende in conto i bisogni e le cure che devono essere legittimamente riconosciuti ad ogni animale.

Oggi, l'utilizzazione di un animale, che sia a fini di compagnia, di allevamento o di lavoro, scaturisce da una scelta e non da un obbligo. Pertanto, solo quelle disposizioni legali che tutelano gli animali contro una detenzione o un'utilizzazione non conforme alle loro esigenze, sono degne di un Paese che rispetta la vita e dà prova di compassione nei confronti di ogni forma di sofferenza, sia essa umana o animale.

La ringrazio dell'interesse che mi auguro la presente susciterà e colgo l'occasione per porgere distinti saluti.

Pour une nouvelle ordonnance qui protège et respecte vraiment les animaux



Für eine neue Tierschutzverordnung, welche die Tiere wirklich schützt und respektiert



Per una nuova ordinanza che tuteli e rispetti veramente gli animali

